

**LES GRÈVES DE LOYER:
ACTION DIRECTE
CONTRE LA VIE CHÈRE
POUR UN LOGEMENT DIGNE**



**TOME 2: 1922: « JE NE PAYE PAS,
JE FAIS LA GREVE DES LOYERS »
QUAND DES INTERNATIONALISTES ET DES
PROSTITUEES FONT EXPLOSER LA MARMITE
SOCIALE AU MEXIQUE....**

ÉDITIONS



Pour recevoir un exemplaire de notre journal, *Anarchosyndicalisme !*, envoyez votre adresse à notre local toulousain : CNT-AIT ; 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse

Autres coordonnées: Tel: 05 61 52 86 48

Courriel: contact@cnt-ait.info

Site Web: www.cnt-ait.info / www.cntaitoulouse.lautre.net

Facebook : @cnt.ait.toulouse / @chats.noirs.turbulents Twitter : @CNTAIT

Quelques autres adresses de contacts :

Paris-banlieue : contact@cnt-ait.info

Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot, Quercy : montauban@cnt-ait.info

Ariège : contacter contact@cntaitoulouse.lautre.net

Bretagne : initiative.redon@cnt-ait.info

Allier : initiative.03@cnt-ait.info

Pour nous rencontrer, pour préparer la Révolution, si vous avez un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local – 7 rue St Rémésy, Toulouse, près de la Place des Carmes - est ouvert au public pour une permanence tous les samedis de 17:00 à 19:00

Vous pouvez également nous retrouver lors de tables de presse tous les dimanches aux allées Jules Guesdes de 10:30 à 11:30 et au marché de Saint-Aubin de 12:00 à 13:00.

A Montauban également avec les tables de presse, le samedi, 10h30 à 12h, au marché du Jardin des plantes.

D'autres brochures sont disponibles sur notre site internet.

Il est possible de les obtenir en version papier, contactez-nous par mail ou par courrier.

Elles sont également disponibles au local, lors des permanences ou lors des tables de presse.

1922 : « je ne paye pas, je fais la grève des loyers », quand des internationalistes et des prostituées font ex- ploser la marmite sociale au Mexique

Table des matières

La situation politique et économique dans le Mexique postrévolutionnaire.....	1
L'émergence de la question du logement dans le Mexique post révolutionnaire2	
Les précédents des grèves de locataires en Amérique latine et l'influence de la FORA argentine via le Pérou.....	5
Le Mexique, terre d'accueil des anarchosindicalistes latinos persécutés	7
La grève des locataires de 1922, un mouvement spontané ?	13
VERACRUZ : Origine et foyer du mouvement des locataires mexicains.....	17
La bourgeoisie contre-attaque, s'organise et fait donner la Presse et l'Église..	38
Tentatives de coordination et sabotage communiste	42
Conséquence du mouvement de 1922 sur la politique urbaine au Mexique.....	48
Conclusion politique sur le mouvement des locataires.....	50

1922: « JE NE PAYE PAS, JE FAIS LA GREVE DES LOYERS », QUAND DES INTERNATIONALISTES ET DES PROSTITUEES FONT EXPLOSER LA MARMITE SOCIALE AU MEXIQUE....

Le Mexique post révolutionnaire fut traversé de 1922 à 1925, de l'Est à l'Ouest et du Sud au Nord par une onde de grève des loyers de dimension révolutionnaire. Ce fut le mouvement de masse et politique le plus puissant et le plus cohérent de la décennie 1920 au Mexique, avec la plus grande couverture dans tout le pays et avec un degré élevé de participation et d'effusion populaire. L'étincelle qui mit le feu aux poudres fut une rencontre improbable (quoique) d'anarchosindicalistes internationalistes, de prostituées et de femmes au foyer...

La situation politique et économique dans le Mexique postrévolutionnaire

Le Mexique connut une période révolutionnaire de 1910 à 1920, faite de guérilla et de troubles incessants, avec des factions régionales éclatant en différents points du territoire, formant des alliances de circonstances ou durables, certaines factions politiques cherchant à conquérir le pouvoir central, d'autres, plus localistes cherchant juste à obtenir la terre et la liberté, *Tierra y Libertad*, tel le mouvement dans le Morelos autour d'Emiliano Zapata. L'influence anarchiste était puissante dans la Révolution Mexicaine, notamment grâce au *Parti Liberal Mexicain* animé par les frères Magon, qui avaient évolué du libéralisme bon teint à l'anarchisme intransigeant.

Après ces années d'agitation, le Mexique postrévolutionnaire essayait de se reconstruire, la bourgeoisie espérait bien retrouver enfin une normalité et un calme propices à ses affaires. Quant aux paysans, ils rêvaient que la réforme agraire promise soit mise en œuvre, les ouvriers espérant que les lois sociales prévues dans la constitution de 1917 améliorent leur vie quotidienne. Le Mexique à cette époque n'était pas un pays industrialisé, mais plutôt un pays de paysans et d'artisans, avec quelques petites industries locales, mise à part l'exploitation pétrolière dans le Golfe du Mexique, à Tampico. Le pays était également sous étroite surveillance de

ses voisins *Yanquis* (américains), qui ne voulaient pas d'une résurgence révolutionnaire à leurs frontières, et qui couvaient de leur ambition les ressources pétrolières stratégiques mexicaines.

L'émergence de la question du logement dans le Mexique post révolutionnaire

Le problème du logement au Mexique, déjà évident pendant le Porfiriat¹, devint pressant après l'épopée révolutionnaire (1910-1920). Le recensement de 1910 indiquait que 50 % des habitations enregistrées entraient dans la catégorie des baraques (*chozas*), généralement d'une seule pièce². Près de 15 % des habitants de Mexico étaient sans-logis. De 1910 à 1920, période d'intense agitation révolutionnaire dans tout le pays, il y eut peu d'investissements dans le logement populaire alors que beaucoup de Mexicains migrèrent vers les villes à la recherche d'une plus grande sécurité. Au contraire, la politique de rénovation urbaine du centre-ville de Mexico, pour installer l'eau, l'électricité et le téléphone dans les quartiers bourgeois, contribua à l'aggravation de la crise du logement. Les résidents pauvres du centre-ville furent chassés vers les zones périphériques, où des milliers de personnes s'entassaient dans des immeubles à haute densité. En l'absence d'installations de base pour l'eau et les égouts les locataires vivaient dans des conditions d'hygiène apocalyptiques, à tel point que le journal *El País* décrivait les quartiers populaires de la ville comme des « centres de maladie et de mort »³. Par ailleurs, l'absence de desserte de ces quartiers populaires par les transports publics (tramway) accentuait leur relégation et leur ségrégation. Les mêmes phénomènes s'observaient à Guadalajara (alors la deuxième ville du Mexique) et dans le port de Veracruz⁴.

Les premiers gouvernements issus de la Révolution ont dû faire face à la demande de logements et surtout aux plaintes des locataires concernant l'augmentation notable des loyers. La première alarme vint du port de Tampico en 1912, à la fois

¹ Période du régime autoritaire de Porfirio Díaz, de 1876 à 1911, qui déboucha sur la Révolution mexicaine à partir de 1910

² González Navarro, Moisés, *Historia moderna de México. El Porfiriato*, Editorial Hermes, México, 1973.

³ Andrew Grant Wood, *A history of the Mexican anarchist María Luisa Marín and the 1922 Veracruz Renters' Movement*

⁴ John Walton, "Guadalajara: création de la ville divisée", (in) Wayne Cornelius et Robert Kemper (éd.) *Latin American Urban Research. Volume 6, Changement métropolitain en Amérique latine : le défi et la réponse*. (Beverly Hills : Sage Publications, 1978), p.33

en raison de la pénurie de logements populaires et du fait de l'augmentation continue des loyers⁵. Dans le port de Veracruz, la situation n'était pas meilleure, la population avait considérablement augmenté et les protestations des locataires se firent entendre très tôt. Déjà en 1915, le gouverneur Cándido Aguilar dû publier un décret qui limitait l'augmentation des loyers à 10 %. Un an plus tard, le Président mexicain Venustiano Carranza, publia un décret réduisant les augmentations de loyer qu'il considérait comme disproportionnées. En janvier 1916, le ministre de la Justice, Roque Estrada, émit une autre disposition favorable aux locataires du District Fédéral⁶, mais qui arriva tardivement : à cette époque, les habitants de la Capitale qui n'étaient pas propriétaires s'étaient déjà organisés en syndicat⁷.

Et cet exemple se répandit. À Noël 1916, le Syndicat des locataires (*Sindicato de inquilinos*) du port de Veracruz se forma, pour demander au gouvernement local de résoudre le problème de l'augmentation du loyer des logements. L'année suivante, le gouverneur de l'État de Veracruz Cándido Aguilar légiféra de nouveau sur le problème des locataires de son État⁸. Les rapports sur les quartiers du District Fédéral étaient également alarmants, mais ils passèrent inaperçus auprès des autorités. La même chose se produisit à Guadalajara⁹.

Cette préoccupation populaire fut reprise par les dirigeants politiques. Au premier *Congrès Socialiste Mexicain* de 1919, le problème des locataires fut soulevé comme une demande urgente et généralisée de la classe ouvrière. Il faut dire que depuis 1914 les loyers avaient triplé, et absorbaient désormais 30 % du revenu d'un travailleur¹⁰. Le sujet figurait également parmi les mesures politiques et écono-

⁵ Adleson Gruber, Lief, *Historia social de los obreros industriales de Tampico, 1906-1919*, tesis de doctorado en Historia, Centro de Estudios Históricos, El Colegio de México, México, s.f., p. 105

⁶ Le District Fédéral est l'autre nom de la ville de México

⁷ Berra, Ericka, *El movimiento inquilinario en la ciudad de México y el puerto de Veracruz 1916-1926*, en *Movimientos populares en la historia de México y América Latina*, UNAM, México, 1987, pp. 381-394.

⁸ García Mundo, Octavio, *El movimiento inquilinario de Veracruz, 1922*, SepSetentas, México, 1976.

⁹ Jorge Durand Arp-Nissen, "El movimiento inquilinario en Guadalajara 1922", en *Habitación*, año 1, núms. 2 y 3, México, 1981, pp. 57-66

¹⁰ Cité dans Ignacio Taibo II, *Inquilinos del D.F., a colgar la rojinegra*, 3, Instituto Nacional de Antropología, pp. 103-6. Ignacio Taibo II offre une description détaillée de plusieurs *viviendas* basée sur le rapport de 1920.

miques proposées pour discussion au congrès : « maisons bon marché pour les travailleurs, réforme des lois sur la location et les expulsions, laveries et toilettes publiques gratuites »¹¹.

Il est frappant de constater que le slogan de la révolution mexicaine – notamment porté par les anarchistes et par les zapatistes – *Tierra y Libertad*, la terre et la liberté, portait exclusivement sur la propriété rurale et sur la terre comme support de production et non comme support d’habitation. Les revendications urbaines restèrent un domaine vierge. Concernant le problème du logement, la Constitution de 1917, qui visait à établir les postulats formels de la Révolution mexicaine, n’est pas allée au-delà de ce que les industriels réformistes du milieu du 19^{ème} siècle avaient proposé et appliqué : les patrons des usines devaient fournir des maisons et des services minimaux aux travailleurs.¹² Contrairement aux propriétés rurales, la possibilité d’une expropriation et d’une redistribution des propriétés et terrains urbains ne fut même pas évoquée¹³.

Les « conditions objectives » d’une révolte généralisée étaient donc déjà établies et les conditions « subjectives » aussi – puisque le problème du loyer était une préoccupation quotidienne. Toutefois le mécontentement ne trouvait pas de canal pour s’exprimer. Une première tentative a été faite avec la formation de syndicats de locataires dans les villes de Mexico et Veracruz, mais elle n’avait pas alors rencontré d’écho populaire.

¹¹ González Casanova, Pablo, *La clase obrera en la historia de México. En el primer gobierno constitucional (1917-1920)*, Siglo XXI Editores, México, 1980, P.173

¹² De fait, les ouvriers industriels ne participèrent pas directement au mouvement des locataires, du fait que souvent ils n’avaient pas de problème de logement vu que les entrepreneurs étaient dans l’obligation légale de les loger dans de bonnes conditions. Les membres des syndicats de locataires appartenaient une gamme variée des secteurs populaires citadins. À Veracruz ce furent les prostituées et les habitants des *patios*, pensions miséreuses. À Guadalajara participèrent les populations de *vecinidades* et des zones populaires paupérisées comme Mexicaltzingo et Analco. Les militants les plus actifs provenaient des secteurs qui faisaient partie du prolétariat urbain, gravement affecté par la crise économique : artisans, boulangers, vendeurs des rues, personnels de services, charpentiers en plus des veuves de guerre, des mendiants et des sans-emplois. Un public qui avait été traditionnellement travaillé par la propagande anarchiste. In Jorge Durand Arp-Nissen, "El movimiento inquilinario 1922", in *Encuentro*, Guadalajara, El Colegio de Jalisco, vol 1. , num. Enero-marzo 1984, p. 7-28.

¹³ Jorge Durand Arp-Nissen, *ibid*.

Les précédents des grèves de locataires en Amérique latine et l'influence de la FORA argentine via le Pérou

L'Amérique latine dans son cône Sud, avait déjà connu dans les années précédentes des mouvements de grève de locataires, d'amplitudes variables.

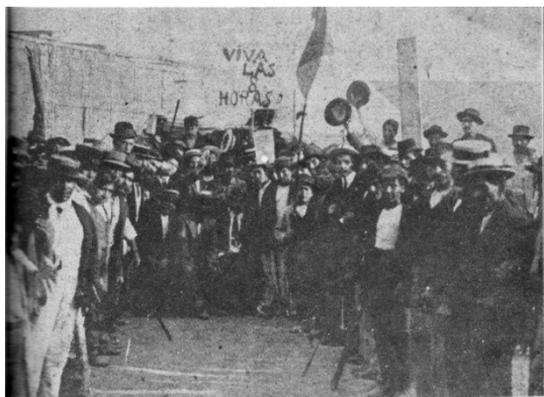
La première du genre, et certainement celle qui avait le plus frappé les esprits par son ampleur, avait été la grève des locataires de Buenos Aires, à l'initiative des anarchosyndicalistes de la FORA. Avec les vagues successives d'immigrants, l'Argentine avait reçu un grand nombre d'agitateurs anarchistes, ce qu'on a nommé « l'immigration libertaire ». Au début du siècle (1901), la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA) avait été fondée et l'année suivante commença avec une grève générale, qui initia une succession des mobilisations ininterrompues qui culminèrent 20 ans plus tard avec le massacre de Patagonie.

C'est dans ce contexte d'insurrection ouvrière libertaire, que s'inscrit la première grève des locataires en Amérique latine. La ville de Buenos Aires a concentré un prolétariat turbulent dans des *conventillos*, des quartiers populaires et des maisons de locataires. Face à « l'impossibilité de vivre, étant donné le prix que les propriétaires et les intermédiaires font payer pour des habitations inconfortables, cela nous oblige à ne pas payer de loyer tant qu'ils ne seront pas réduits de 30 pour cent. » *La Protesta*, organe officieux de la FORA, publia un manifeste en 1907 qui déclencha le mouvement de grève généralisé des locataires « *Le mouvement contre l'impossibilité de vivre en travaillant est un fait et il manque pour son succès qu'il soit soutenu par les locataires de cette ville.* » Près de 40 000 locataires cessèrent de payer le loyer, des incidents éclatèrent avec les forces de l'ordre, mettant la ville dans une situation pré insurrectionnelle. Suite à ce mouvement, un certain nombre d'anarchistes durent fuir se réfugier à l'étranger. D'autres furent expulsés.

Sept ans plus tard, en 1914, au Pérou, le journal anarchosyndicaliste *La Protesta*, qui avait adopté ce nom en référence au journal de la FORA, rapportait une grève des locataires à Lima, au Pérou. Le surpeuplement des classes populaires de la capitale péruvienne était alarmant. Près de la moitié de la population de la province de Lima (42,5 %) vivait dans une seule pièce.¹⁴

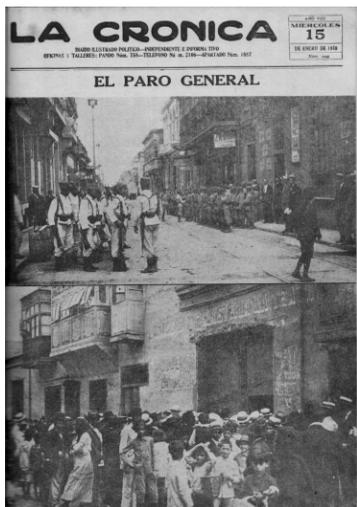


¹⁴ Pareja, Piedad, *Anarquismo y sindicalismo en el Perú*, Ediciones Rikchay, Lima, p. 33



De nouveau le 13 avril 1919, *La Protesta* publiait le Manifeste du Comité Pro-Abaratamiento de las Subsistencia, Comité pour la baisse des prix des moyens de subsistance, animé par l'ébéniste Nicolás Gutarra. L'objectif de ce comité était de faire baisser les prix des aliments de base, des vêtements, du transport, des impôts et des loyers, qui avaient tous considérablement augmenté pendant la Première Guerre mondiale du

fait de la spéculation sur les produits de première nécessité, sans que les salaires augmentent en conséquence. *La Protesta* de Lima suivait avec attention les événements de la Révolution Mexicaine. Dès 1911, elle lança une campagne d'appui au Parti Liberal Mexicain, et à son journal *Regeneración* : « Prolétaires du Pérou : les rebelles qui défendent énergiquement leurs terres et leur liberté, ont besoin du soutien de leurs frères, déshérités et opprimés. C'est ce qu'ils demandent et nous devons remplir notre devoir de solidarité. Aujourd'hui pour eux, demain pour nous. Lisez *Regeneración* et vous saurez quoi faire !¹⁵ »



Le 1er mai 1919, le Comité déclencha une grève générale, et, le 4 mai, une grande manifestation à Lima fut violemment réprimée. Dans la ville d'El Callao, qui connut un arrêt total de l'activité, il y eut de sérieux affrontements entre l'armée et les ouvriers, émaillés de pillages, et entraînant un grand nombre de morts. Le 26 avril, dans le local de la Société des Fils du Soleil (*Sociedad Hijos del Sol*), la police arrêta les ouvriers anarchistes Nicolas Gutarra et Carlos Barba. En réaction à ces arrestations, le Comité décréta une nouvelle grève pour le 27 mai. Le gouvernement imposa alors la loi martiale, et organisa des descentes policières aux domiciles privés des anarchistes. Une nouvelle force antiémeute, dénommée Garde Urbaine

¹⁵ Chumpitaz, M. (pseudonyme de Delfín Lévano), « La revolución mexicana », *La Protesta*, no. 30, V/1914, p. 1.

(*Guardia Urbana*) fut créée, en raison des réticences de certaines troupes à réprimer les ouvriers. Mais le mouvement populaire ne recula pas. Le 4 juillet, un soulèvement militaire du commandant de l'armée - le colonel Álvarez - et du candidat aux élections Augusto Leguía déposa le président Pardo. Le Comité pro-Baisse du prix des moyens de subsistance profita du renversement de Pardo pour obtenir la libération des ouvriers emprisonnés. Le 12 juillet, les détenus libérés furent accueillis par des manifestations populaires de joie. Dans la foulée, le Comité Pro-Baisse du prix se transforma en Fédération Ouvrière Régionale Péruvienne (*Federación Obrera Regional Peruana, FORP*), de tendance anarchosindicaliste, fortement influencée par la FORA Argentine. Dans sa Déclaration de Principes, la Fédération ouvrière régionale du Pérou déclarait « *Qu'elle est internationale, qu'elle accueille en son sein tous les travailleurs sans distinction de race, de sexe, de religion ou de nationalité ; elle commémore le 1er mai comme un jour de haute protestation du prolétariat international et elle affirme que "l'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."* » Par la suite la FORP devint la section au Pérou de l'AIT en 1922. Cependant le nouveau président Leguía n'entendait pas que l'agitation sociale se continua. Il usa donc de la double tactique de la conciliation avec les syndicats réformistes et de la répression des anarchosindicalistes pour éteindre le mouvement social. De nouveau, de nombreux militants péruviens durent s'enfuir à l'étranger, et notamment au Mexique.

Le Mexique, terre d'accueil des anarchosindicalistes latinos persécutés

Le Mexique fut toujours une terre d'accueil pour les révolutionnaires persécutés, et notamment les anarchistes. Le premier groupe anarchiste mexicain fut fondé en 1870 par le grec Plotino Rhodakanaty. Certains révolutionnaires étaient aussi attirés par l'utopie révolutionnaire qui émanait du Mexique dans les années 1910-1920. Des Américains du nord participèrent même en 1911 à la brève Commune de Basse-Californie, au côté des membres du *Parti Libéral Mexicain* des frères Magon.

Plusieurs réfugiés anarchistes espagnols, argentins ou péruviens, jouèrent un rôle non négligeable dans la grève des loyers au Mexique. Il ne fait aucun doute qu'ils apportèrent leur savoir-faire appris dans les luttes de locataires dans leurs pays respectifs.



Victor Recoba (1), Durruti (2) Ascaso (3) et d'autres anarchistes à Mexico, 1925.

Victor Recoba, connu sous le pseudonyme d'Alejandro Montoya au Mexique, fut l'ange noir exterminateur pour reprendre le titre d'un article de Paco Ignacio Taibo II qui lui est consacré¹⁶. Métis originaire du Pérou, il était arrivé à Veracruz fin 1919, après avoir fui le Pérou et avoir été expulsé du Venezuela, de Cuba et d'autres pays. Il logeait chez Herón Proal, lui-même d'origine française par son père, qui fut l'âme du mouvement révolutionnaire des locataires de Veracruz et plus largement du Mexique. Victor recoba participait au groupe *Antorcha Libertaria*, la Torche libertaire, et à sa publication destinée aux travailleurs *Solidaridad*¹⁷.

Victor Recoba était ouvrier dans les usines de confiserie de Zahler et de La Suiza et a mené une intense agitation syndicale en leur sein. Anarchosindicaliste, il préconisait de constituer un syndicat unique basé sur des principes de classe et libertaires. En septembre 1921, lors du premier congrès de la CGT mexicaine (CGT-m), il fut le représentant de deux groupes de Veracruz (le groupe culturel de Río Blanco et l'Union des Jeunes Communistes de Santa Rosa). Ses interventions furent chargées de vives critiques libertaires contre les communistes (marxistes) et il se positionna en faveur d'une rupture avec eux, ce qui finalement eut lieu plus tard.

En mai 1922, en même temps que la grève des locataires, il participe à une grève de 12 jours dans son entreprise, qui se solde par un échec. Il est alors licencié et rejoint alors les rangs des chômeurs. En novembre 1922, il participe en tant que délégué du Comité national au deuxième congrès de la CGT-m. La relation étroite entre les communistes et les anarchistes dans la capitale Mexico n'était pas du goût de Recoba, qui s'est exprimé en faveur d'un anarchisme « pur » et sans compromis avec des groupes qu'il considérait comme autoritaires pour avoir placé leurs espoirs de justice dans la Russie bolchevique-étatiste laquelle réprimait les grévistes et pourchassait les libertaires. Il fut désigné administrateur du journal de la CGT-m, *Nuestro Ideales*, Nos idéaux.

¹⁶ Paco Ignacio II Taibo, "Andanzas de un anarquista peruano: El Ángel Negro Exterminador", en Fin de Siglo, núm. 8, noviembre de 1986, pp. 36-42

¹⁷ García Mundo, 1976, Ibid., p. 53



Victor Recoba, marchant dans les rues de Mexico, avec Ascaso et Durutti, 1925

En 1925, il fit partie de la commission de liaison externe de la CGT-m pour préparer la convocation, conjointement avec la FORA argentine, un congrès continental anarchosindicaliste américain, qui ne put avoir lieu du fait de la répression¹⁸.

Le Président mexicain Álvaro Obregón décréta son expulsion le 1er mars 1923, suite à une grève des tramways particulièrement violente. Vivant caché, il esquiva cet ordre sans renoncer à son œuvre révolutionnaire. En octobre 1923, sous l'identité d'Artemio, il entama une

polémique avec Enrique Flores Magón, qui s'était rapproché des bolchéviques. Il participa à Tampico à la constitution du Syndicat des travailleurs du pétrole, adhérant à la CGT-m. En 1924, il propageait l'Idée anarchiste dans les zones rurales et, avec Enrique Rangel, il constitua le cercle libertaire *Los Iguales*, les Égaux, et, à travers lui, promut la fondation du Syndicat des travailleurs de l'eau gazeuse. Il vivait en union libre avec Herminia Cortés. En 1925, il accueillit Durutti et Ascaso, militants de la CNT-AIT espagnole, lors de leur passage au Mexique, et participa avec eux à des attaques de banque pour financer le mouvement anarchosindicaliste et les écoles rationalistes. Après quoi il quitta le pays en mai 1925. Il continua à collaborer avec certains journaux anarchistes par la suite

Jenaro Laurito l'argentin farouchement anticlérical

Jenaro Laurito, qui fut le meneur du mouvement des locataires à Guadalajara, était d'origine argentine, militant de la FORA. Dans sa carrière d'agitateur anarchiste, il avait été expulsé de sa patrie et d'autres pays d'Amérique latine¹⁹.

¹⁸ Il y eut seulement quelques rencontres à Panama. Le projet d'une association continentale américaine des anarchosindicalistes ne vit le jour qu'en 1929, avec la création de l'ACAT, l'Association continentale américaine des travailleurs, sous-secrétariat de l'AIT en Amérique, qui regroupait la FORA, la CGT mexicaine, le FORP péruvienne, la COB Brésilienne, la FOL de la Paz, la FORP péruvienne, la FORU Uruguayenne, le *Centro Obrero Regional* du Paraguay, le *Comité Pro Acción Sindical* du Guatemala, la *Agrupación Obrera de Estudios Sociales de San José* du Costa-Rica, *Cultura Libertaria* de New York, le groupe *Luz y Acción* de l'Équateur, et même les IWW du Chili.

¹⁹ Moreno Ochoa, Juan, *Semblanzas revolucionarias. Diez años de agitación política en Jalisco*, edición del autor, Guadalajara, 1959

Il se distingua par un anticléricalisme farouche, qui lui valut d'être expulsé du Mexique. Déjà en 1921, les partisans du Syndicat de Locataire de Guadalajara qu'il avait contribué à fonder avaient profité du 1er Mai pour aller accrocher une bande-roule rouge et noire en haut de la cathédrale, réclamant la baisse des loyers. C'est Miguel Gomez Loza, dirigeant syndicaliste chrétien et futur chef civil du mouvement de guérilla catholique des *crisetros* de Jalisco, qui se chargea de décrocher l'outrage à l'Église.²⁰

Le dimanche 26 mars 1922, en pleine grève des locataires, le conflit avec les Syndicats Chrétiens monta en intensité. Selon le rapport de police de l'époque « *Une centaine d'hommes armés, dirigés par Jenaro Laurito, dirigeant syndical d'origine argentine, et Justo Gonzalez, ancien chef de police, ont été mis en fuite par un millier de catholiques non armés, qui avaient été agressés après avoir quitté la messe* ». Un affrontement éclata entre manifestants du Syndicat des locataires révolutionnaires qui défilaient et des travailleurs catholiques qui quittaient la messe dominicale dans l'église de San Francisco, laissant 6 morts dans les rangs des travailleurs catholiques.²¹

La responsabilité du déclenchement de ces violences n'est pas établie. Le lendemain, une gigantesque manifestation suivit les funérailles, puis alla demander justice au gouverneur Valadés Ramirez. Tous les magasins étaient fermés, les tramways en grève et les maisons recouvertes de crêpe noir. Le Président de la République Obrégon répondit aux télégrammes réclamant la punition des coupables : « *L'exécutif de mon bureau condamne les manifestations de violence enregistrées dans cette capitale dont les conséquences malheureuses sont irréparables, et avec toutes les diligences requises, les autorités se sont adressées à cette municipalité afin que les responsables soient immédiatement appréhendés et punis conformément à la loi, vous pouvez être sûr que la justice sera satisfaite.* » Mais comme le Gouverneur avait informé Mexico que les catholiques tués étaient en fait des contre-manifestants, Obrégon reçut le télégramme suivant de l'Association catholique de la jeunesse mexicaine : « *Le Centro Juventud Catolica rectifie le rapport du gouverneur, nous estimons qu'il n'y a pas eu de contre-manifestation catholique dimanche, mais une foule socialiste qui a violemment agressée les ouvriers catholiques finissant de quitter leurs pieux exercices dans l'église de San Francisco. Notre association exige et attend la justice et est surprise que la seule mesure a été le renvoi de l'inspecteur de police coupable alors qu'il y a des rumeurs selon lesquelles d'autres criminels resteront impunis.* » Obrégon répondit de nouveau « *Vous pouvez être sûr que l'exécutif dont j'ai la charge travaillera avec*

²⁰ Fernando Manuel González , *Matar y morir por Cristo Rey: aspectos de la cristiada*, p. 59 ; Jean A. Meyer, *La Cristiada: El conflicto entre la iglesia y el Estado*, p. 118

²¹ A. Meyer, *ibid.*, p. 121-122

toute la diligence et l'énergie afin que les attaques coupables enregistrées soient dûment punies, ce pourquoi j'ai déjà ordonné l'expulsion de Jenaro Laurito et d'autres étrangers qui ont pris part à ces événements scandaleux. » Obrégon, qui menait pourtant officiellement une politique anticatholique, prenait position dans les affrontements entre locataires et propriétaires en faveur de l'Ordre et de la Propriété, sans surprise...

Leopoldo Urmachea, à la quête de l'unité ouvrière

Né en 1890 à Callao au Pérou, Leopoldo Urmachea s'était engagé très jeune dans le mouvement anarchiste, dans le syndicat des boulangers *Estrella de Peru*. Dès 1905 il était un des orateurs des meetings du Premier Mai. Ami de Victor Recoba, ils avaient participé ensemble au Pérou aux luttes pour la journée de 8 heures et pour la diminution des prix, ce qui leur avait valu d'être expulsés.

Urmachea arriva au Mexique à la mi-août 1919²², contraint de laisser derrière lui son fils Floréal, qui mourut peu de temps après faute de soins. À Mexico, il rejoignit le Syndicat des Ouvriers Boulangers dont il devint rapidement le secrétaire.

Même s'il continuait de fréquenter Recoba²³, il fut fortement impressionné par la Révolution Russe. Il fit parti des créateurs en 1920 du premier parti communiste mexicain, la Fédération communiste du prolétariat mexicain (FCPM), en fait encore très influencé par l'anarchosyndicalisme de par ses positions anti parlementaires et ses tactiques d'action directe. Le 8 décembre 1919, il signa le premier manifeste du Bureau latino-américain de la IIIe Internationale (Komintern) aux travailleurs d'Amérique latine.²⁴

Il défendait les thèses du syndicat unique par usine et la politique du front syndical unique. Le 17 septembre 1920, il est nommé, par la FCPM pour participer à un débat contradictoire contre les chefs de la CROM²⁵ Ricardo Treviño et Salvador Álvarez. Les efforts d'Urmachea pour parvenir à la cohésion des différentes tendances dans un seul syndicat furent couronnés en février 1921 avec la fondation – en compagnie de Recoba, Proal et d'autres – de la Confédération générale des travailleurs du Mexique (CGT-m). Toutefois l'unité des anarchistes et des communistes fut brève.

²² P. Yankelevich, *México, país refugio: la experiencia de los exilios en el siglo XX*, p 248

²³ Ils accueillirent ensemble Víctor Raúl Haya de la Torre, le futur fondateur de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine APR, lors de son exil à Mexico en 1923

²⁴ Maldonado Leal, Edelmiro, *Brève histoire du mouvement ouvrier mexicain*, Université autonome de Sinaloa, 1981

²⁵ CROM, *Confederación Regional Obrera Mexicana*, fondée en 1918, syndicat réformiste puis pro-gouvernemental. Les anarchistes la quittent en 1921 pour créer la CGT mexicaine.



*Leopoldo Urmachea avec des membres
de la CGT-m à México. 1921*

La CGT-m adhéra temporairement à l'Internationale Syndicale Rouge (ISR) communiste le temps d'envoyer une délégation à Moscou pour faire la lumière sur la question des relations entre syndicat et parti. Pour les anarchosindicalistes de la CGT-m, fortement majoritaires, il était exclu que le syndicat soit la courroie de transmission d'un parti politique, même bolchévique. Quand les délégués mexicains, de retour de Moscou, firent

leur rapport sur l'ISR, la CGT-m quitta immédiatement l'Internationale rouge et participa à la création fin 1922 de l'internationale anarchosindicaliste, l'AIT (qui existe toujours), dont elle devint la section mexicaine.

Entre temps, Urmachea avait été expulsé du Mexique par le régime d'Obregón. Tout contact avec lui fut perdu. Selon le témoignage de Rafael Carrillo, « *il est probable qu'il fut expulsé au Guatemala, où il essaya un temps de maintenir une activité politique. Néanmoins c'était déjà un homme âgé, frappé par la vie d'un combattant* ».

Ruiz Madrid, le révolutionnaire professionnel

À Veracruz, il y avait beaucoup d'Espagnols du côté des propriétaires, mais il y avait aussi des immigrants péninsulaires dans les rangs des locataires anarchistes. Ruiz Madrid se distingua durant la grève des locataires, par ses discours enflammés. D'origine espagnole, âgé de 33 ans en 1922, il vivait dans les locaux du syndicat CGT-m, et n'avait « *d'autre travail que la révolution sociale* ». Il finit par déménager de force, dans une prison de la Capitale²⁶.

En conclusion, on peut dire que les militants anarchistes réfugiés au Mexique, loin d'être des suiveurs dans les luttes locales y apportèrent au contraire, leur capacité d'initiative, d'organisation et leur expérience concrète. Pour ces militants, leur patrie n'était pas celle où ils étaient nés, mais la patrie humaine universelle de ceux qui luttent pour la liberté.

²⁶ Taibo, *ibid.*, p. 95

La grève des locataires de 1922, un mouvement spontané ?

La grève des locataires au Mexique s'inscrit dans une solide tradition de lutte anarchiste tant mexicaine que latino-américaine.

Toutefois au contraire des mouvements de locataires des autres pays d'Amérique latine, la grève des locataires du Mexique ne s'est pas cantonnée à une seule ville – souvent la Capitale. Au contraire, elle a démarré d'une ville de « province », Veracruz, pour s'étendre partout comme une trainée de poudre, y compris dans villes moyennes, et ce en l'absence de coordination centrale du mouvement.

Certains commentateurs ont vu dans cette absence de centralisation la preuve qu'il s'agissait d'un mouvement spontané et qui *de fait* était voué dès le départ à l'échec. Cependant, en analysant les informations dont nous disposons, on peut voir émerger un processus plus complexe et interconnecté qui nous permet de concevoir une origine commune de la grève des locataires, avec des coïncidences idéologiques et des similitudes tactiques dans les différentes villes. De telles convergences suggèrent un mouvement à caractère national, avec des objectifs politiques qui dépassent la sphère locale comme les revendications immédiates et matérielles, qui jusqu'à présent ont été les explications les plus courantes du mouvement. Nous partageons notamment l'analyse qu'en fait Jorge Durand, dans son article *Huelga nacional de inquilinos : los antecedentes del movimiento urbano popular en México*, paru dans *Estudios Sociológicos*²⁷ et qui sert de colonne vertébrale à ce texte.

Les causes conjoncturelles (la croissance démographique exponentielle, la prédominance de propriétaires étrangers et le sentiment nationaliste, les particularités des villes industrielles et capitalistes) ne suffisent pas en effet à expliquer à elles seules l'ampleur et la propagation rapide du mouvement des locataires à travers le pays. Si les taux de croissance démographique pouvaient être décisifs à Veracruz et à Mexico²⁸, dans le cas de Guadalajara, le bastion anarchiste, l'augmentation de la population n'était pas significative. Si à Veracruz la confrontation a été dirigée contre de nombreux propriétaires étrangers²⁹ cela ne s'est produit ni à Mexico ni à

²⁷ Jorge Durand, *Huelga nacional de inquilinos: los antecedentes del movimiento urbano popular en México*, paru dans *Estudios Sociológicos*, Vol. 7, No. 19 (Jan. —Apr., 1989), pp. 61-78

²⁸ García Mundo, Octavio, *El movimiento inquilinario de Veracruz, 1922*, SepSetentas, México, 1976; Berra, Ericka, "El movimiento inquilinario en la ciudad de México y el puerto de Veracruz 1916-1926", en *Movimientos populares en la historia de México y América Latina*, UNAM, México, 1987, pp. 381-3

²⁹ comme le souligne et le soutient Manuel Castells, dans *La ciudad y las masas*, Alianza Universidad, Madrid, 1983.

Guadalajara. Si la cause est recherchée dans les problèmes générés par le développement capitaliste des villes, comment expliquer l'émergence de mouvements de locataires dans les petites villes comme Tlacotalpan, Ocotlán, Jalisco, entre autres ? D'où peut-être l'étonnement de la presse de Veracruz que la grève s'étende dans la ville d'Orizaba : « *Bien qu'il y ait pas de problème de logement et qu'il y ait beaucoup de maisons, à Orizaba il y a un syndicat de locataires* »³⁰.

Vu sous cet angle, le mouvement des locataires n'est pas resté concentré sur les événements du port de Veracruz, du District Fédéral ou de Guadalajara. C'était une grève nationale, dispersée certes, mais avec une origine commune : la volonté politique assumée par les groupes anarchosindicalistes et communistes d'organiser des syndicats de locataires dans tout le pays et de faire grève.

Il faut se replacer dans le contexte politique de l'époque. Après 10 ans de Révolution, le pays aspire à un retour au calme. Le Président Álvaro Obregón, tout en menant une politique de réformes agraires et de décrets anticatholiques, entretient de bonnes relations avec les États-Unis, notamment par la vente de pétrole. Pour asseoir son pouvoir, il s'appuie sur le principal syndicat, la CROM, *Confederación Regional Obrera Mexicana*. En échange du maintien de la paix sociale par la CROM celle-ci se voyait reconnaître – en application de l'article 123 de la constitution de 1917 – un quasi-monopole sur la représentation syndicale et l'arbitrage des disputes salariales. La CROM et ses membres (les cromistes) étaient ainsi cooptés dans le projet de reconstruction politique et économique de l'État-nation mexicain. Pour les remercier, plusieurs dirigeants de la CROM furent même nommés ministres. Les éléments radicaux, et principalement les anarchosindicalistes, quittèrent écœurés la CROM en 1921 pour fonder en septembre de la même année, la CGT mexicaine, d'orientation anarchosindicaliste.

Pour asseoir son développement, la CROM – qui devenait une organisation de plus en plus corrompue – avait concentré son action vers les ouvriers industriels : dans les textiles, les mines, les chemins de fer, les tramways, ne laissant aucun espace aux militants révolutionnaires. De sorte que pour ces derniers, promouvoir et orienter les syndicats de locataires était l'opportunité d'ouvrir un nouvel espace pour l'action syndicale et politique.

Toutefois en 1921, les anarchosindicalistes n'étaient plus la seule tendance révolutionnaire au Mexique. Des jeunes qui n'avaient pas connu la Révolution mexicaine, et quelques-uns de leurs aînés qui avaient manqué le train de

³⁰ cité dans García Mundo, *ibid.*, p. 105. Le syndicat d'Orizaba était animé par le Centre Syndicaliste Libertaire, issu d'une scission de la CROM et qui était actif parmi les cheminots et les ouvriers textiles de Cocolapam. Cf. Bernardo García Díaz. *Acción directa y poder obrero de la CROM de Orizaba (1918-1922)*. *Historias*, (7), 1984, 15–28.

l'« institutionnalisation révolutionnaire », étaient éblouis par la Révolution Russe. D'autant plus que l'Internationale bolchévique, le Komintern, plaçait de grands espoirs dans le redémarrage du mouvement révolutionnaire mondial au Mexique après avoir échoué en Europe. Les Communistes Russes, qui ne pouvait pas se permettre de voir contester leur monopole sur la Révolution mondiale, avaient délégué à Mexico un quatuor d'agitateurs de choc et expérimentés : le britannique Charles Philpps, l'américain Luis Fraina ainsi que le japonais Sen Katayama, rejoint ensuite par le suisse Alfred « Stirner », Edgar Woog de son vrai nom qui était le lien avec les jeunes communistes³¹. Ils étaient arrivés pourvus d'une somme d'argent confortable pour permettre le développement de leur propagande, mais aussi dans l'espoir de convertir les anarchistes mexicains – au besoin en les achetant – à la beauté du marxisme – léninisme.

Il s'instaura très vite une compétition entre les anarchistes et les communistes, ces derniers voulant imposer leur point de vue et leur mode d'organisation héritée du « socialisme scientifique » et auréolé de la gloire de la Révolution Russe. Il en fallait plus pour impressionner les anarchistes mexicains ou internationalistes qui en avaient vu d'autre, mais cela eu un certain impact sur les jeunes étudiants de Mexico, ce qui ne fut pas sans conséquence pour le futur mouvement des locataires.



Logo de la CGT, section mexicaine de l'AIT

Les revendications urbaines étaient donc un domaine « vierge ». Ce furent les anarchistes qui les premiers se saisirent de la question, d'autant plus que leur assise populaire leur faisait saisir l'importance du sujet pour la classe laborieuse. Le 22 février 1921, lors de son premier congrès, la CGT-m, le problème des locataires fut discuté et il fut décidé d'intervenir politiquement à travers l'organisation syndicat de locataires : « *La CGT procèdera à organiser les locataires de toute la région Mexicaine afin de réaliser un mouvement général en faveur des intérêts populaires* »³².

³¹ Hart, John M., *El anarquismo y la clase obrera mexicana, 1860-1931*, Siglo XXI Editores, México, 1984

³² Ricardo Luqueño Romero, *Herón Proal y la rebelión inquilinaria de 1922*



Herón Proal, que nous retrouverons comme leader charismatique des locataires *jarochos*³³, participa à ce Congrès de fondation³⁴, au même titre que Victor Recoba, Leopoldo Urmachea, Ruiz Madrid, Jenaro Laurito – lequel mena le mouvement à Guadalajara.

Cette agitation inquiéta les politiciens. À Guadalajara, le syndicat des locataires emmené par Jenaro Laurito avait planté une banderole rouge et noire sur la cathédrale à l'occasion du Premier mai. Le problème du loyer était sur toutes les lèvres.

Les politiciens essayèrent aussi de se saisir de la question. Dans le Yucatan, le gouverneur local avait fait voter des lois de protection des locataires. À Veracruz, le nouveau maire élu en janvier 1922, Rafael García Auli³⁵, essaya d'utiliser le mécontentement des locataires à des fins électoralistes et clientélistes. Il essaya à cette fin de prendre la direction du premier syndicat de locataires de Veracruz qui avait été créé en 1916. C'est en réaction à cette manœuvre que la branche radicale du syndicat, emmenée par Proal, fit sécession et créa le 4 février le *Syndicat Révolutionnaire des Locataires, Sindicato Revolucionario de inquilinos*.

À la Chambre des députés, la question fut discutée et il fut proposé « *d'exiger que tous les propriétaires ne facturent pas plus de 10 pour cent par an de la valeur cadastrale des propriétés* » (*El Informador*, 1er décembre 1921). Pour sa part, le secrétaire à l'Intérieur déclara que « *le problème le plus intéressant pour le gouvernement est la location de maisons, car si un remède à une situation aussi critique n'est pas trouvé à temps... il y aura un déséquilibre complet* » (*El Informador*, 8 décembre 1921).

Fin décembre 1921, lors de son premier congrès ordinaire, le Parti communiste mexicain adopte la proposition anarchiste d'organiser les locataires. Les discussions mirent en évidence que le problème du logement était répandu à travers le pays, en conséquence les délégués communistes furent invités à organiser les

³³ Surnom des habitants de Veracruz

³⁴ García Mundo, *ibid.*, p. 14

³⁵ Surnommé « El Negro », docker, membre du Syndicat des débardeurs. Ancien anarchiste, passé dans le camp du Pouvoir, il avait été élu le 2 janvier 1922 maire de Veracruz, sur un discours populiste nationaliste, qui avait séduit les classes populaires et les locataires, face à un représentant de la petite bourgeoisie locale, Natalio Ulibarri, propriétaire du magasin de vêtements « La Galatea », qui représentait de fait les propriétaires de logements.

locataires et à diriger le mouvement. Herón Proal, qui avait été reconnu pour son leadership naturel dans le port de Veracruz, avait également invité à participer à ce congrès³⁶. Bien que Proal, anarchiste, ait refusé d'adhérer au Parti Communiste, le Parti avait en effet décidé d'appuyer l'agitateur dans l'espoir de pouvoir le diriger un jour.³⁷

Mais les délégués communistes n'étaient pas encore retournés chez eux que, le 2 janvier 1922, l'activiste anarchiste argentin Jenaro Laurito réveilla le peuple *tapatio*³⁸ exhortant la foule dans un marché de la ville à ne pas payer les loyers. Les anarchistes avaient pris les devants.

VERACRUZ : Origine et foyer du mouvement des locataires mexicains

Les hermanas prostitutas, les sœurs prostituées, brûlent leurs matelas dans la rue et lancent le mouvement à Veracruz

Lorsque les prostituées du quartier ouvrier *La Huaca* de Veracruz décident, le 6 mars 1922, de mettre le feu à leur matelas au milieu de la rue et de cesser de payer le loyer à leurs propriétaires, elles n'imaginent certainement pas qu'elles vont par ce geste mettre le feu à toutes les villes du pays, et enclencher le mouvement social le plus long et le plus dur des années 1920 au Mexique.

Début 1922, la municipalité de Veracruz décida d'augmenter l'eau de 10 %, hausse que les propriétaires firent passer sur les loyers, créant un premier mouvement de mécontentement, qui s'accompagna de lettres de protestation au Maire fraîchement élu, qui se disait lui-même pourtant « communiste »³⁹. Ces lettres restèrent lettre morte, faisant croître le désir d'actions plus directes.

Le 3 février 1922, un fonctionnaire zélé de la municipalité, le régisseur de la santé publique, envoya une note à tous les propriétaires de maisons de location pour leur rappeler le décret sur l'hygiène de juillet 1915 et leur fixa un ultimatum de 15 jours pour qu'ils fassent mettre leurs locataires en conformité. Ce faisant, il voulait montrer au nouveau Syndicat révolutionnaire des locataires qui venait de se créer

³⁶ Garcia Mundo, 1976 *ibid.* p. 15 ; Taibo, 1983, *ibid.*

³⁷ Mano Gill, *Episodios mexicanos; México en la Hoguera*, Editorial Azteca, S. A. México, D. F., 1960, p. 168

³⁸ Surnom des habitants de Guadalajara

³⁹ Rafael García Auli, dit *El Negro*, n'avait-il pas participé en 1919 à la création du groupe anarchiste *Evolución Social* – qui deviendra ensuite *Antorcha Libertaria* – avec Manuel Díaz Ramírez, secrétaire de la CGT-m de Veracruz, Úrsulo Galván et Manuel Almanza. Si Proal et Galvan étaient restés fidèles à leurs idéaux en participant à la création de la CGT-m, Garcia avait quant à lui rejoint la CROM et le camp du Pouvoir, cf. Manuel Almanza, *Historia del agrarismo en el estado de Veracruz*.

récemment que le Municipalité prenait à cœur le sujet du logement. Les propriétaires profitent de cette injonction pour annoncer aux prostitués qu'ils allaient encore augmenter leurs loyers.

Les locataires – dont les prostituées – après avoir envoyé des lettres de protestation au maire restées sans réponse, décidèrent de passer à l'action. Le 27 février, les prostitués et le Syndicat révolutionnaire, emmené par la fougue de Herón Proal, *el popularísimo dinamitero*, le «popularissime dynamiteur», appelèrent à une réunion dans le local de la police du quartier avec les propriétaires des maisons situées dans la *zona de fuego*, le quartier rouge du port de Veracruz. Un seul propriétaire se déplaça, lequel accepta de baisser son loyer à 1 peso, sachant que le loyer habituel était du double, car les propriétaires estimaient que les prostitués utilisaient leur habitation comme « maison de commerce ». Devant le mépris du reste des propriétaires, les prostituées annoncèrent qu'elles se mettaient en grève de loyer.



Proal et des femmes du mouvement des locataires, 1922

Le journal bourgeois *El Dictamen* décrit la suite «à deux heures de l'après-midi... dans la rue Guerrero et entrant dans la cantine El Bosque, Proal demanda à M. Mariano García d'appeler les femmes de mauvaise vie à une grande assemblée qu'il se proposait de tenir dans le patio La Vega, situé entre les rues Progreso et Juan Soto. En moins de temps

qu'un chant de coq, quatre-vingts femmes se sont rassemblées... Proal attaqua la bourgeoisie exploiteuse et clama que la révolution sociale éclate, que tremble le monde, que les cieus s'effondrent, que vacille l'humanité, que les chutes du Niagara s'écroulent, que les mers débordent, que les égouts se brisent, que la lumière s'éteigne, que les tramways s'arrêtent, que les voitures explosent, que le globe soit rasé, mais qu'elles ne soient pas laissées sans qu'on leur rende justice... »

Il continua : « l'heure de la justification sociale est là et pour vous, c'est le temps de la libération. Vous êtes de grandes citoyennes et je suis ici, sœurs, pour dire que vous pouvez brûler ces taudis sales où vous êtes misérablement exploité par la

bourgeoisie. » Encouragé par leur réponse, il poursuivit : « *Vous devez brûler ces maisons et détruire la bourgeoisie... Vous êtes toutes des femmes énergiques, et vous n'avez pas à défendre cette exploitation.* ».

Après cela, Proal termina son discours et s'en alla. Au moment où les femmes retournaient dans la rue, elles tombèrent sur leur percepteur de loyers haï, José « *el Chato* » Montero. Enhardies par le discours incendiaire de Proal, elles bombardèrent de pierres l'administrateur. (*El Dictamen*, 28 février 1922). Bientôt, l'information que prenait forme un mouvement de résistance contre les propriétaires se répandit dans les quartiers les plus pauvres du port.

Mais c'est le geste des femmes du patio *San Salvador* dans la nuit du 6 mars, qui a fourni l'étincelle initiale nécessaire pour embraser tout Veracruz. *El Dictamen* rapporta : « *de nombreuses prostituées avaient pris leur matelas, leurs chaises et autres meubles dans la rue avec l'idée de démarrer un feu de joie géant.* ». Au moment où un groupe de prostituées jettent leurs matelas dans la rue – détruisant ainsi leur « outil de travail » – tout le monde dans la ville comprit qu'une confrontation majeure était en cours.

À côté de ce charivari sympathique – qui n'est pas sans rappeler le « Syndicat des Locataires » de Georges Cochon en France dix ans plus tôt – les locataires en lutte bien qu'affublé du titre de « révolutionnaire » gardaient quelques espoirs dans la politique classique, puisqu'ils continuaient de s'adresser aux autorités :

Les prostitués « ... [*après avoir brûlé leur matelas envoyèrent une lettre*] au Maire, pour lui notifier qu'elles ne paieraient plus les loyers à cause des abus qui leur étaient commis, puisque les propriétaires de la maison faisaient payer 35,00 \$ et 45,00 \$ pour quelques porcheries immondes... Les "horizontales" (*sic*) se sont également adressées par voie télégraphique au Président de la République faisant divers griefs aux propriétaires des porcheries qu'elles louent, et à les accusant de

vivre au prix de l'effort des dites femmes. María González [*a dit*] qu'elle avait déjà reçu une réponse au message et a déclaré que le Président répondait que les autorités avaient déjà donné des ordres d'arrestation des individus qui vivent en les exploitants. » (*El Dictamen*, 7 mars 1922)

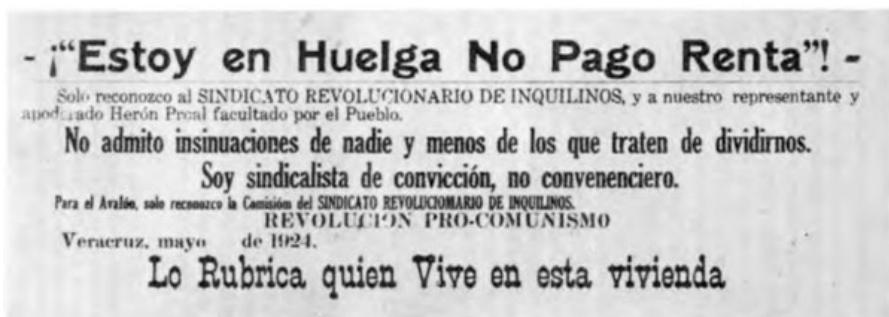


Manifestation des Femmes Libertaires à Orizaba. 1922

Les locataires grévistes se dotèrent d'un programme d'action en 4 points :

1. Suspension immédiate du paiement du loyer jusqu'à ce que les propriétaires acceptent de fixer la valeur du loyer à deux pour cent de la valeur cadastrale de la propriété, par la pratique d'une évaluation.
2. Suppression totale des cautionnements et conclusion de nouveaux contrats de location.
3. Suspension des procès contre les locataires.
4. Reconnaissance du Syndicat Révolutionnaire des locataires par les propriétaires de maisons⁴⁰.

Les événements se succédèrent avec une grande rapidité. On vit fleurir dans tous les coins du port des affiches rouges et noires où l'on pouvait lire « *estoy en huelga y no pagó renta* », *je suis en grève, je ne paie pas le loyer*. Tout le monde venait rejoindre les rangs du Syndicat révolutionnaire. Proal fit une déclaration où il remercia ceux qui avaient formé des syndicats de locataires, puis il ajouta ironiquement à destination du Maire « *en dehors de la calamité du gouvernement, il est apparu, ici dans le port, une autre petite chambre législative, où [le maire] García a lancé un projet de loi des locations qui sera l'admiration de l'humanité* ». Puis il ajouta « *nous devons être reconnaissants envers les prostituées, parce qu'elles ont été les premières à décréter la grève qui a pris aujourd'hui des proportions gigantesques. Vous êtes vraiment de véritables héroïnes... vous êtes les initiatrices, et par conséquent, vous méritez une étroite embrassade fraternelle* »⁴¹



Affiche sur les habitations grévistes « Je suis en grève, je ne paie pas le loyer ! »

⁴⁰ AGETRO, L. (1942) *Las luchas proletarias en Veracruz. Historia y autocrítica*, Jalapa, Veracruz : Editorial Barricada., p. 74 ; Bolio Trejo, BOLIO TREJO, A. . *Rebelión de mujeres. Versión histórica de la revolución inquilinaria de Veracruz*. México: Editorial “Kada”, 1959, p. 57

⁴¹ Arturo E. García Niño, *Al fondo, a la izquierda, en el 22: el Movimiento Inquilinario de Veracruz en seis fuentes primarias*.

Le rôle des femmes dans la grève des loyers de Veracruz

Les femmes représentaient 58 % des 54 000 habitants du port en 1922⁴². Ce déséquilibre dans le *sex ratio* en faveur de la population féminine s'explique par la surmortalité masculine liée à la Révolution. De nombreuses femmes vivaient seules, souvent avec leurs enfants. Elles ne travaillaient pas, ou bien dans des emplois sous-payés de lavandières, cuisinière, domestique, ou n'avaient d'autres choix que de se prostituer pour les marins de passages. Elles furent essentielles au déclenchement du mouvement. Leur présence et leur participation furent décisives dans les moments les plus durs de la vie du Syndicat. Selon les auteurs Salazar y Escobedo « *si les forces vives du Syndicat révolutionnaire des locataires furent les hommes, indubitablement ce qui l'a rendu invincible ce furent les femmes, qui en très grand nombre se levèrent et apportèrent aux côtés de leurs compagnons leur intelligence, leur énergie, leur émotivité.* »⁴³

La participation des femmes, et des prostituées en particulier, se devait notamment à l'activisme du noyau militant des *Mujeres Libertarias*, des femmes anarchistes au franc-parler, emmenées par María Luisa Marín. Cette dernière était arrivée à Veracruz au début de 1922 avec ses frères Lucio et Esteban, dans le but d'aider les travailleurs à s'organiser et de faire de l'agitation anarchosyndicaliste. Avec d'autres compagnes de Veracruz, María Luisa Marín avait fondé la *Federación de Mujeres Libertarias*, Fédération des femmes libertaires.

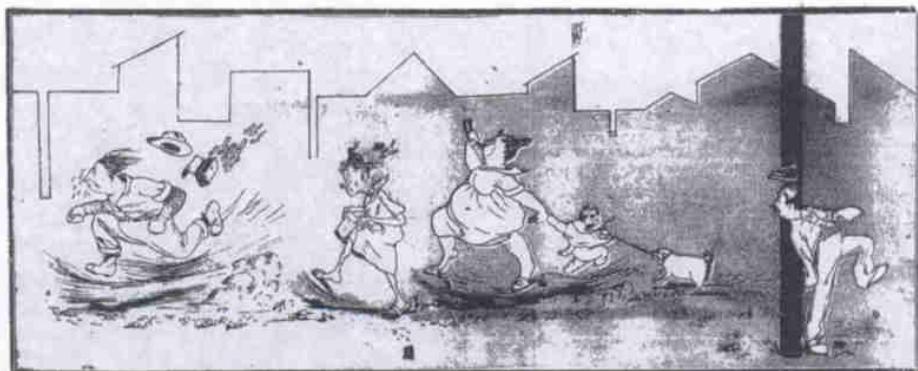


Les femmes du Syndicat révolutionnaire des locataires, (X) María Luisa Marín, 1923

⁴² INEGI, *Estados Unidos Mexicanos. Cien años de censos de población*, México, 1969

⁴³ SALAZAR, R. y ESCOBEDO G., J., *Las pugnas de la gleba*, México: Comisión Nacional Editorial del PRI., 1972, p. 365

Elles avaient convenu d'un pacte mutuel qui stipulait que si une locataire était en danger d'être expulsé, une alarme générale retentirait pour appeler d'autres locataires à sa défense. Armées de sifflets à roulette et fermement attachées à la justice sociale, ces femmes défiaient régulièrement les administrateurs de logements, la police et les autres locataires hostiles au Syndicat révolutionnaire des locataires. Généralement, ces femmes anarchistes menaient une politique populaire qui se déroulait dans les rues, les parcs, les places, les cantines, les auditoriums, les salles des syndicats, les bureaux du gouvernement, et même dans la prison de la ville de Veracruz.



El Dictamen cartoon, July 2, 1922. Courtesy of El Dictamen

Des prostituées mettent en fuite un collecteur de loyer (*El Dictamen*, 2 juillet 1922)

La preuve de leur efficacité fut éclatante lors des grèves de juin 1922. Ce mois-là, des centaines de travailleurs de Veracruz déclenchèrent une grève générale. Profitant de la situation, les Femmes libertaires s'organisèrent pour interrompre l'activité du marché de Fabela tout en invitant les travailleurs domestiques (qui venaient au marché faire les courses pour leur maîtres) à se joindre à leur lutte, à s'organiser en syndicat pour exiger de plus hauts salaires. Tôt le matin du mardi 13 juin, plusieurs petits groupes se positionnèrent aux entrées du marché pour empêcher quiconque d'entrer ou de sortir du bâtiment. Alors que de plus en plus de clients commençaient à se rassembler en dehors du marché, les anarchistes ne purent finalement empêcher la foule de percer. Un échange bruyant d'insultes, de cris et de bousculades s'ensuivit, après quoi les organisatrices se rendirent dans un autre marché pour y encourager de nouveau les domestiques qui y faisaient leurs courses à s'organiser pour faire grève. (*El Dictamen*, 14 juin 1922)

En apprenant l'agitation, les responsables de la ville appelèrent Proal et l'informèrent que les « scandales » provoqués par ces femmes devraient cesser. Le meneur des locataires n'était pas d'accord et au contraire il apporta son soutien aux affirmations des femmes libertaires, en informant les chefs municipaux que, compte

tenu de leurs conditions de travail misérables, il n'était pas surprenant que les femmes de chambre et les cuisinières aient en fait demandé l'aide du Syndicat des locataires. Proal ajouta que constitutionnellement, chaque citoyen mexicain avait toujours le droit de s'organiser, de négocier collectivement et de faire grève *si nécessaire*.

Le lendemain, la police reçut l'ordre de se positionner devant chacun des deux marchés. Le pouvoir était inquiet que non seulement les locataires, mais aussi d'autres travailleurs ne se mettent en grève et que cela puisse entraîner des troubles en cascade. Le gouverneur envoya 400 soldats du 27^e régiment d'État de Jalapa pour aider à « maintenir la paix ». Bientôt, les forces fédérales patrouillaient régulièrement dans la ville. Après avoir entendu des rumeurs selon lesquelles une agitatrice, avec le soutien du Syndicat des locataires, pourrait de nouveau tenter des actions directes, les autorités ordonnèrent aux soldats de renforcer la police stationnée aux entrées des deux marchés de Fabela. Vingt policiers à cheval furent également envoyés pour monter la garde devant le marché de la viande de la ville.

Le 16 juin, si les travailleurs portuaires avaient décidé de reprendre leur travail, de nombreux autres, dont les boulangers, les employés de restaurant, les barbiers, les tailleurs, les dockers, continuèrent la grève. Le Président de la République, Obregón, envoya un télégramme exhortant les travailleurs et les membres du Syndicat des locataires de la ville à « éviter les actes de violence ». (*El Dictamen*,



16 juin 1922) De toute évidence, les stratégies d'action directe des locataires grévistes avaient suscité l'irritation et la colère non seulement de la bourgeoisie locale, mais aussi des autorités, du maire jusqu'au Président...

*Locataires grévistes,
Veracruz 1922
« Vive la grève et
les droits du peuple »*

L'activité du Syndicat des locataires était à son apogée, malgré une répression croissante. Le Comité central de Grève, les comités de *patios*, les militants, tous développaient un dynamisme fédérateur. En plus des manifestations et des rassemblements quotidiens, il y eut une propagande active pour que les *patios* ou maisons manquantes se joignent à la grève, pour effectuer le paiement de l'eau et de l'électricité par les locataires, pour essayer d'éviter les conflits entre les locataires et les administrations des services publics ou avec les employés des propriétaires des *patios*. Des tracts étaient diffusés dans les *patios* grévistes : « *Les locataires des patios en grève doivent tous, ou à tour de rôle, faire le ménage et le nettoyage du patio et des toilettes. Si les concierges le font, les locataires doivent leur fournir le matériel de nettoyage et les gratifier, car pour tous et tous pour un. Les concierges doivent s'harmoniser avec les locataires des patios, car ils doivent comprendre qu'ils sont exploités tout comme leurs frères, les locataires. Puisque personne ne paie de loyer et en attendant que les maisons soient construites dans la colonie communiste, les locataires peuvent faire de petites réparations.* »



*Acteurs « prolétariens » de la pièce *Verdugos y víctimas*, de Ricardo Flores Magon, Veracruz, 1923*

L'un des principes anarchistes était d'éduquer et d'alphabétiser la population, qui souvent n'avait pas été à l'école. Tous les moyens étaient utiles comme armes idéologiques et didactiques de sensibilisation à la nécessité de la Révolution sociale : la littérature, l'image graphique, la presse et le théâtre. En plus de l'édition des journaux *El Frente Único*, *Guillotina* et *El Inquilino*, ils essayèrent de politiser le peuple en organisant des représentations de pièces de théâtre populaire telles que : « Le pain des pauvres », « Juan José », « *Tierra baja* », ou encore des pièces de Ricardo Flores Magon telles que « *Tierra y Libertad* » ou « *Verdugos y víctimas*, Bourreaux et victimes ».

La CGT-m de son côté éditait une série de petites brochures, articles, pièces de théâtre. Ce matériel imprimé à peu de frais, facilement reproductible, était au cœur de la diffusion de l'idéal libertaire. Leur vente permettait aux syndicats affiliés à la CGT-m d'avoir un soutien financier. *Bourreaux et victimes*, drame révolutionnaire en

quatre actes par Ricardo Flores Magón, écrit en 1917, étaient vendus 30 centavos, et 50 centavos sur papier de qualité.⁴⁴

Mais le Syndicat s'occupait en premier de la défense des locataires et même du châtiment de certains propriétaires, administrateurs ou collecteurs de loyers qui, utilisant leur ancienne autorité comme exploiters ou soutenus par la force publique, tentaient de percevoir des loyers ou d'expulser des locataires en coupant l'approvisionnement en électricité ou en eau, en condamnant les portes ou les fenêtres après le sortie des résidents ou en verrouillant les chambres avec des cadenas et des chaînes.

Drapeau rouge et noir à la porte et pancarte « Los Inquilinos de esta casa se han declarado en huelga. », les locataires de cette maison se sont déclarés en grève.



Estamos en Huelga »

⁴⁴ Mary Carmen Lara Orozco, *La estética anarquista en la ciudad de Veracruz en los años de 1922 y 1923*, Universidad Veracruzana, 2011

Un élément décisif pour comprendre le point de vue stratégique du Syndicat révolutionnaire des locataires est qu'ils s'adressaient toujours aux propriétaires, sans rien demander à l'État pour réglementer les loyers. Il appliquait donc le principe d'action directe, c'est-à-dire entre les deux parties directement concernées (locataires et propriétaires), sans la médiation d'une tierce-partie (l'Etat)

Mais cela ne veut pas dire que l'État – que ce soit au niveau local (municipalité et maire, État de Veracruz et gouverneur) ou au niveau central (État fédéral et président et gouvernement) – se désintéressait de la question. Au contraire, les autorités ne restaient pas passives : elles cherchaient à rétablir l'ordre, ce qui passait par réprimer les agitateurs, tenter de faire émerger une médiation entre les parties raisonnables et aussi légiférer pour faire cesser les injustices les plus criantes et ainsi donner une issue au problème. Par ailleurs, les différentes autorités de l'État cherchaient à utiliser le mouvement pour leurs propres objectifs politiques :

- Le Maire populiste de Veracruz, Rafael García Auli voyait au début d'un bon œil l'agitation des locataires. Il l'avait même encouragée dès janvier, quand il était en campagne électorale pour les élections municipales. Mais maintenant qu'il avait été élu, ces désordres lui déplaisaient de plus en plus, d'autant que les propriétaires qui ne percevaient plus les loyers décidèrent à leur tour de ne plus payer leurs taxes foncières, privant la Municipalité de sa principale ressource financière. Pour le Maire, le mouvement devait donc retrouver son calme et entamer des négociations, et pour cela il essaya de prendre la tête du Syndicat révolutionnaire des Locataires. Tant que les anarchistes, dont Proal, furent en liberté, ses manœuvres échouèrent.
- Le gouverneur de l'Etat de Veracruz, Tejeda – qui se disait « progressiste » et « socialiste jacobin » – avaient lui-même un grand intérêt à capitaliser sur le mouvement. Les divergences de Tejeda avec le Président Obregón s'étaient accentuées au fur à mesure du développement du mouvement, à cause des vues opposées de l'un et de l'autre sur la solution. Tejeda voyait donc le mouvement comme un moyen de se renforcer contre le gouvernement central du Président Obregón, avec le soutien de la CROM, le Syndicat officiel.

Dans un premier temps, il appuya la tentative du maire García Auli de s'emparer de la direction du Syndicat révolutionnaire des locataires. Une fois perdue la possibilité de contrôler le Syndicat, Tejeda fit des efforts pour éviter les conflits directs et les affrontements. Il commença donc à faire des concessions, notamment en proposant une loi favorable aux locataires qui propose d'encadrer les loyers. Cependant cette loi ne reprenait pas le Programme d'action en

4 points du Syndicat révolutionnaire des locataires. Il était impensable – du point de vue de l'autorité – de transcrire dans la loi la liste des exigences des locataires, car cela aurait été reconnaître la défaite du Pouvoir. Tejeda envoya donc des émissaires pour entamer une discussion avec des membres plus « raisonnables » du Syndicat des locataires. Cette tentative de division du mouvement autour des négociations s'affronta à un mur de refus du Syndicat révolutionnaire des locataires, jusqu'au 6 juillet, quand tous les éléments radicaux du syndicat furent emprisonnés, laissant à la tête du Syndicat les modérés et les Communistes, qui étaient plus intéressés à être reconnus comme des interlocuteurs « responsables » par le pouvoir qu'à faire triompher les revendications des locataires en lutte.

De ces pourparlers naquit le « projet des bases du contrat que le Syndicat des locataires a présenté à l'Union des propriétaires ». L'un des points de l'accord était la formation d'une commission à laquelle devraient participer les locataires, des membres de l'administration fiscale, des membres du conseil municipal et des représentants des propriétaires⁴⁵. Cependant cette loi de limitation des loyers ne reçut jamais le soutien des locataires, du moins celui de la majorité menée par Proal⁴⁶ et sa mise en place fut longue et laborieuse.

- Enfin, dans ce conflit intervenait un troisième acteur étatique, l'État central, représenté par le gouvernement fédéral et le Président Obregón. Après 10 ans de bruit et de fureur révolutionnaire, l'État fédéral entendait bien tourner la page, essayant de se reconstruire et de faire reconnaître son autorité tant de la population mexicaine que des gouverneurs d'États régionaux, lesquels avaient pris des habitudes de grande autonomie. L'État fédéral mexicain naissant exigeait que son rôle soit reconnu comme médiateur entre les protagonistes privés. Nous y reviendrons.

La stratégie d'extension du Syndicat des locataires

De toute évidence, les anarchistes boycottèrent et rompirent leurs relations avec les autorités officielles. Cependant, en bon stratège Herón Proal savait qu'une lutte ne devait pas rester statique, mais devait toujours chercher à conserver un coup d'avance sur l'adversaire, pour garder son autonomie. D'autre part, les révolutionnaires cherchent toujours à étendre la lutte – extension géographique et sectorielle – pour éviter qu'elle ne s'épuise. Bref ne pas s'enfermer, mais au contraire rester mobile et dynamique. Par ailleurs, Proal était avant tout un révolutionnaire, pas un syndicaliste de compromis. Pour lui, la lutte des locataires devait être le point de

⁴⁵ Garcia Mundo, 1976: *ibíd.*, p. 133

⁴⁶ Paco Ignacio II Taibo, 1983, *ibíd.*, p. 84

départ pour rouvrir la phase révolutionnaire, dont l'onde devait partir de Veracruz avant de balayer le Mexique.

Dès lors, il développa une stratégie d'extension en deux axes :

- D'une part, puisqu'il fallait bien trouver une issue au problème initial de logement, constatant que les propriétaires n'entendaient pas baisser leur loyer, et comme il était hors de question de demander à l'État d'intervenir, Proal proposa là encore de passer à l'action directe : que les locataires construisent eux-mêmes leur logement, dans des « colonies communistes », qui seraient en même temps la préfiguration de ce que serait le monde postrévolutionnaire.

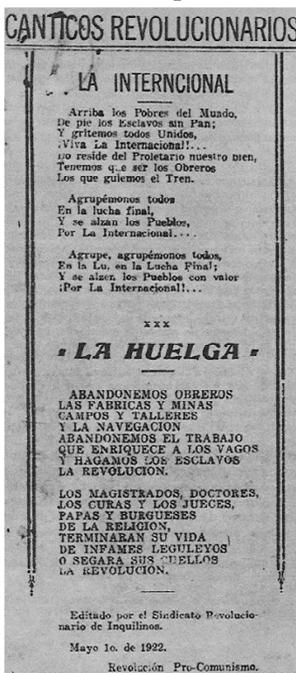
- D'autre part, étendre la lutte au prolétariat rural, qui composait encore la grande majorité de la population mexicaine et dont les locataires étaient très largement issus.

1er mai 1922 à Veracruz : la première pierre de la « colonie communiste »

Le 1er mai 1922 fut remarquablement calme à Veracruz, tranchant avec l'agitation des semaines précédentes. Alors qu'à Mexico, emmenée par les Jeunesses Communistes, la première assemblée du Syndicat des locataires était dissoute par la

police à coup de fusil, les locataires révolutionnaires de Veracruz se retrouvaient à Pocitos et Rivera, à la périphérie de la ville, pour poser la première pierre d'un morceau d'utopie, la « colonie communiste ». La kermesse organisée permit de récolter beaucoup d'argent. On y chanta des cantiques révolutionnaires, dont l'Internationale et l'hymne de la grève, qui terminait en promettant de couper le coup des bourgeois.⁴⁷

La Huelga, La Grève



Ouvriers abandonnons,
Les usines et les mines,
Les champs et les ateliers,
Et aussi la navigation
Abandonnons le travail
Qui enrichit les fainéants
Et faisons, nous, esclaves,
La Révolution

Les magistrats, les docteurs,
Les curés et les juges,
Papes et bourgeois
De la religion,
Termineront leur vie
D'infâmes procéduriers,
Ou alors elle viendra
Leur couper le cou ...
La Révolution

⁴⁷ Le journal du Syndicat révolutionnaire des locataires s'appelait *Guillotina*...



À son accoutumé, Proal harangua la foule : il l'exhorta à sortir de Veracruz, ce port puant de la bourgeoisie, avec son héroïne, sa cocaïne et sa marijuana qui empoisonnaient les ouvriers⁴⁸, faisant l'éloge de l'oxygène et des forêts hospitalières de Pocitos, où la nature attendait les bras ouverts le Syndicat des locataires, promettant un paradis dans une société solidaire. Il appela à renouer avec la nature et appela à l'autosuffisance en travail-

lant la terre. Les communistes bien sûr accusèrent Proal d'utopiste, qui à la manière d'un Fourier voulait créer quelque chose non seulement d'impossible, mais surtout enfantin et absurde. Pourtant, il ne s'agissait pas pour Proal d'opérer un repli, de se contenter d'un socialisme « petit et local ». Révolutionnaire qui cherchait ardemment à faire la révolution sociale, il avait compris l'intérêt de disposer d'une base d'appui autonome pour l'extension du mouvement.

Pour réaliser son utopie, encore une fois Proal fit appel à sa ruse – ou son intelligence tactique, comme vous voulez : Le Président Álvaro Obregón adressa un télégramme au Syndicat des locataires le 9 mai déclarant que les terres où ils voulaient établir leur colonie appartenaient à la Nation et « *il leur recommande de contacter les autorités agraires correspondantes* ». Proal ignore le contenu du télégramme et affirma « *les terrains n'appartiennent à personne si ce n'est au peuple lui-même* ». ⁴⁹

De son côté, le Gouverneur Tejaba ne voyait pas d'un mauvais œil de projet, et promit même son soutien : d'une part cela permettait de déplacer le conflit hors de la ville, et pendant que les locataires révolutionnaires construisaient leur maison ils ne défilaient pas en ville ou ne faisaient pas des occupations de logement. D'autre part, les terres occupées étaient des terres fédérales, et donc cela mettait un caillou dans les bottes d'Obregón avec qui il était lui-même en conflit politique.

L'activité des locataires et de Proal pour tenter de créer la colonie communiste fut intense. Les locataires s'engagèrent dans l'expropriation de matériaux de construction, récupérés dans des maisons abandonnées, sur des chantiers en cours de construction ou directement dans certaines entreprises de vente de matériaux. ⁵⁰

⁴⁸ *El Dictamen*, 8 mai 1922

⁴⁹ R. de la Mora, *De la ciudad al campo: la participación del Sindicato Revolucionario de Inquilinos en la creación de la Liga de Comunidades Agrarias del Estado de Veracruz*, La palabra y el hombre, 2002, 122, p. 121-141

⁵⁰ *El Dictamen*, 5 mai 1922

Une partie des terrains furent transformés en *ejidos*, terres collectives, pour permettre aux colons-éleveurs de faire paître leurs animaux. Mais la Garde Civile envoyée par le Gouverneur intervient rapidement pour mettre un terme à l'expérience... (*El Dictamen*, 21 mai 1922)

Dans la colonie communiste, Proal et ses partisans tentèrent de matérialiser leur utopie en établissant une sorte de territoire libre d'exploitation, tentant de vivre en démocratie directe, cultivant leur propre nourriture : « *chacun consommerait selon ses besoins, les paresseux seraient expulsés de la communauté, selon la devise : "celui qui veut manger, travaille", la vie glisserait pacifiquement, sans haine et sans ce fléau humain connu pour l'exploitation, d'homme à homme* ». Ils rêvèrent même d'une ligne de tramway qui communiquerait leur utopie à la ville de Veracruz.



*Membres de la colonie communiste, 1922*⁵¹

Mais la Colonie communiste ne put se concrétiser. D'une part la bourgeoisie de Veracruz fit pression sur les autorités pour que cesse cette attaque directe à la sacrosainte propriété privée⁵². D'autre part l'État fédéral ne souhaitant pas que les prolétaires règlent d'eux-mêmes la question du logement envoya l'armée.

Cependant, comprenant l'intérêt de cette solution pour régler le problème, l'État se chargea dès que possible d'organiser la construction de *colonias proletarias*, sur des terrains réquisitionnés, ce qui lui permettait à la fois de régler la question du logement et aussi d'en contrôler les habitants en évitant qu'ils ne s'organisent de manière autonome.

⁵¹ Nuestro México, *el movimiento inquilinario de Veracruz 1922*, UNAM, num. 11, 1984

⁵² Miguel Salvador Rodríguez Azueta, *La villa de Los Patios. Memoria colectiva de los habitantes de los antiguos patios de vecindad de la ciudad de Veracruz*, Tamsa, 2019.

Tentative d'extension de la lutte aux paysans

L'intense agitation politique et sociale vécue par les habitants du Port pendant plusieurs mois, pendant laquelle les dirigeants du Syndicat, en grande majorité d'origine paysanne, avaient acquis une grande expérience organisatrice, constitua une sorte d'apprentissage pour ensuite étendre le mouvement en zones rurales.

Les anarchistes et les membres de la CGT-m s'étaient toujours intéressés au monde paysan. Déjà parce que pour la plupart ils étaient eux-mêmes d'origine paysanne ou rurale. À Veracruz, dès sa fondation en 1919 par Fernandez de Oca, les dirigeants de la *Federación local de trabajadores del puerto de Veracruz* (FLTPV, qui s'affilia à la CGT-m lors de sa création en 1921), s'attelèrent à appuyer la formation d'organisations paysannes. En 1922, plus de 20 associations de travailleurs ruraux adhéraient à la CGT-m, la plupart dans le *municipio* de Soledad de Doblado. Cette préoccupation se reflètera de manière formelle lors du troisième congrès de la CGT à Mexico en 1923, pendant lequel un des points les plus importants de l'ordre du jour concernait « *l'organisation paysanne et le lien nécessaire entre le prolétariat des champs et celui des villes* » (*Horizonte Libertario*, num. 17, 1^{er} décembre 1923).



Úrsulo Galván Reyes

Par ailleurs, Úrsulo Galván Reyes, qui était alors membre du groupe anarchiste magoniste *los Hermanos Rojos*, les frères rouges, après une expérience de grève manquée qui fut réprimée dans le sang à la *Petroleum Company* de Tampico, avaient été commissionnés en 1921 par la CGT-m pour contribuer, en compagnie d'Almanza, à former une colonie agricole à Anton Lizardo. Toutefois là encore la tentative fut un échec⁵³.

Les premiers contacts avec les communautés paysannes s'établirent dès le moment même de la création du Syndicat Révolutionnaire des locataires.⁵⁴ Une commission d'organisation fut chargée de cette tâche, composée de meneurs d'origine paysanne, tels que Marcos Licona Lara, Sostenes Blanco, Jose Maria Caracas. Les premiers contacts furent distants, mais rapidement les *campesinos* furent séduits par les mots d'ordre et les méthodes des locataires révolutionnaires. Ainsi selon l'anarchiste Manuel Almanza : « *Avec une réelle étrangeté au premier abord, mais avec un intérêt positif ensuite, les paysans Jarocho virent venir à eux aujourd'hui dans telle ferme (ranchería), le lendemain dans*

⁵³ Valencia Rogelio de la Mora, *De la ciudad al campo : la participación del Sindicato Revolucionario de Inquilinos en la creación de la Liga de Comunidades Agrarias del Estado de Veracruz*, La Palabra y el Hombre, enero-marzo 2002, no. 121, p. 125-141

⁵⁴ Arturo Bolio, *la rebelión de las mujeres*, p. 150

*la voisine, des groupes de locataires agitateurs, qui, agitant bien haut leurs drapeaux rouges, chantaient leurs hymnes révolutionnaires et criaient à mort la bourgeoisie, exhortant à la lutte vaillante et active contre les propriétaires terriens exploités et meurtriers. ».*⁵⁵

Alors que la plupart des *campesinos* - les paysans mexicains - étaient encore extrêmement pauvres, bien souvent sans terre, les révolutionnaires comme Proal espéraient allumer la mèche d'une explosion sociale, cherchant à profiter des circonstances politiques : la réforme agraire promise par la Révolution mexicaine n'était pas encore pleinement mise en œuvre, suscitant des frustrations dans la paysannerie, dont le potentiel révolutionnaire restait grand. La stratégie était vraisemblablement d'essayer d'établir des liens avec des paysans proches de la ville, de façon à disposer d'une sorte de base d'appui territorial pour soutenir une lutte qui aille au-delà d'une grève générale. Proal croyait ainsi initier une Révolution sociale au Mexique, disant que bientôt la République entière serait en feu.

En mai 1922, Proal confia à Galván la tâche de mobiliser la paysannerie. Mais ce dernier ne poursuivait pas les mêmes rêves révolutionnaires que Proal : échaudé par ses échecs passés, Galván avait pris ses distances avec l'idéalisme pour une approche plus pragmatique. Le principal problème pour les paysans pauvres était la véritable terreur que faisaient régner dans les campagnes les bandes de mercenaires armés aux ordres des grands propriétaires terriens. Il fallait aux paysans des armes, et le droit de les utiliser. Il avait donc besoin d'argent pour en acheter, et aussi besoin de l'autorisation de les porter de la part de l'État, qui on le sait détient le monopole de la violence. Par ailleurs, les Communistes avaient réussi à attirer à eux Galván, lequel ne semblait pas insensible au pouvoir et aux honneurs qui lui sont rattachés⁵⁶.

Après l'incarcération le 6 juillet des révolutionnaires et de Proal, une division se fit jour sur les méthodes à employer pour atteindre les objectifs dans la question paysanne. La Fédération Locale des Travailleurs de Veracruz adhérente à la CGT, autour de José Fernandez Oca, recommandait la création de Syndicats de paysans (à l'image du Syndicat des Locataires) et l'usage de l'action directe : l'occupation des terres agricoles, sans exclure si besoin l'usage de la force. Úrsulo Galván, qui

⁵⁵ Irving Reynoso Jaime, *El agrarismo radical en México en la década de 1920*, Instituto Nacional de Estudios Históricos de las Revoluciones de México, 2009

⁵⁶ Úrsulo Galván Reyes rejoint dès 1923 le Parti communiste, représentant le Mexique lors de la première réunion des paysans organisée par les Communistes à Moscou en 1925, puis il se rangea du côté du Président Obregón lors du soulèvement de De la Huerta, ce qui lui valut d'être nommé Général de Brigade. Finalement il quitta le Parti Communiste en 1929, pour rejoindre le Parti officiel du Président. Il meurt en 1930 des suites d'une opération.

faisait alors partie du nouveau noyau dirigeant du Syndicat Révolutionnaire des Locataires et qui par ailleurs commençait à se montrer attiré par la théorie marxiste-léniniste, proposait d'impulser la formation d'organisations paysannes, lesquelles pour obtenir des terres devaient respecter les limites de la légalité sanctionnée par l'État. Loin de tout extrémisme, les objectifs des organisations paysannes devaient être l'amélioration et la défense des communautés agraires.

En bon pragmatique, pour réaliser ses plans d'union de toutes les communautés paysannes dans une *Liga de Comunidades Agrarias*, Galvan avait besoin d'argent et d'appui du pouvoir. Il trouva l'argent auprès du Syndicat Révolutionnaire des Locataires, qui lui donna une grande partie de ses fonds pour fonder la Ligue Agricole. Cet argent servit notamment à acheter des armes pour créer des milices paysannes⁵⁷. Il s'agissait de « *conserver les fusils, pour conserver la terre et la liberté.* »

Ce faisant, en siphonnant l'argent du Syndicat des Locataires, les communistes, qui étaient à la manœuvre derrière Galvan, privaient les anarchistes de leur trésor de guerre et ainsi de leur indépendance financière pour continuer la lutte d'action directe des locataires ou le développement des colonies de travailleurs...

Par ailleurs Galván chercha et trouva l'appui du pouvoir du côté du gouverneur de l'État de Veracruz Adalberto Tejeda, qui avait réussi à le persuader que, face aux assauts d'une classe de propriétaires agressifs, l'objectif prioritaire consistait à unir



les forces et les volontés, de façon à doter les paysans d'un État avec une organisation solide, et qui défendrait leurs intérêts. Galván convoqua le 18 mars 1923 la réunion qui aboutit à la création de la *Liga de comunidades agrarias*, laquelle cependant abandonna toute lutte d'action directe et ne continua pas le lien avec les luttes urbaines, se cantonnant à la défense – y compris parfois armée – des paysans.

**Réunion de la Liga de comunidades agrarias.
Sur les drapeaux « Tierra y Libertad »**

⁵⁷ Ces milices paysannes obtinrent le droit de conserver leurs armes en se rangeant du côté du gouvernement et d'Obregón lors de la révolte de De la Huerta en 1924. Ce n'est qu'en 1932 que le gouvernement fédéral réussit à désarmer les paysans.

L'agitation créée par le Syndicat Révolutionnaire des locataires de Veracruz, avait fait tache d'huile dans tout l'État de Veracruz, mais aussi dans une douzaine d'autres États Mexicains. L'intransigeance, le refus du compromis et des négociations entraînaient une surenchère dans les revendications et dans les actions qui allaient en s'accroissant et devenaient incontrôlable. Le risque d'une reprise d'un cycle révolutionnaire était réel. C'en était trop pour le Président Obregón qui avait été élu pour ramener le calme dans le pays après 10 ans de Révolution pétaradante.

Proal qui vivait dans le local du Syndicat, entouré d'une garde armée qui ne le quittait jamais, était inaccessible aux autorités locales qui n'avaient pas la capacité militaire de les déloger. Le 19 juin, le maire de Veracruz Garcia demanda au Président Obregón que celui-ci lui fournisse «*50 fusils automatiques avec des munitions*», ce à quoi Obregón répondit qu'il le félicitait pour sa volonté de maintenir l'ordre public, mais qu'il préférerait que les fusils soient détenus par des membres de l'armée fédérale.⁵⁸, laquelle fit irruption en ville.

Alors que se profilait une intervention militaire, les communistes emmenés par leur chef José Olmos, Secrétaire aux affaires Extérieures du Syndicat Révolutionnaire des Locataires et dirigeant du *Local Comunista*, tenta un putsch contre les anarchistes et contre Proal pour s'emparer de Syndicat.

La cohérence démontrée par le Syndicat Révolutionnaire des Locataires depuis ses débuts en mars 1922, qui donnait la priorité aux mobilisations plutôt qu'aux négociations, avait converti le combat contre les mauvaises conditions de logements en un mouvement social global, à tendance révolutionnaire. Cela avait suscité la jalousie des Communistes, d'autant plus que les succès enregistrés à Veracruz dépassaient de loin ce que le Parti avait pu faire avec la grève des locataires de Mexico. S'y ajouta la rupture qui s'était produite au niveau international entre les anarchistes et les communistes fin 1921.

Les Communistes étaient excédés de l'intransigeance de Proal et insistaient – conformément à la politique de l'Internationale Communiste de Moscou – pour que le mouvement soutienne les campagnes politiques électorales, tant locales que nationales.⁵⁹ Proal refusa, multipliant les déclarations antiparlementaristes, déclarant le 30 juin que le Syndicat des locataires resterait «*révolutionnaire, anti-politique et authentiquement communiste*» Dès lors, les Communistes n'eurent de cesse que de provoquer conflits internes et scission au sein du Syndicat, qui

⁵⁸ De la Mora, *ibid.*, p.162

⁵⁹ John M. Hart, *Anarchism & The Mexican Working Class, 1860–1931*

terminèrent par le désarticuler et affaiblir la force que le mouvement avait réussi à consolider.

Olmos accusa Proal de mauvaise gestion des fonds du Syndicat. Les femmes libertaires et les locataires dénoncèrent alors Olmos comme un traître. De verbal, l'affrontement se fit physique lors d'une manifestation contre les putschistes le 5 juillet, à l'issue de laquelle Olmos faillit être lynché. L'armée fédérale se saisit de ce prétexte pour intervenir avec la volonté d'en finir une bonne fois pour toutes avec les « apaches⁶⁰ » et notamment avec Proal. En fin de journée, éclata un orage torrentiel. Les manifestants se replièrent dans le local du Syndicat révolutionnaire⁶¹, l'armée encercla le bâtiment à la tombée de la nuit et ouvrit le feu. Il y eut plus de 150 morts ! Un véritable massacre. Parmi les survivants, l'armée arrêta plus de 80 membres du Syndicat et une cinquantaine de *Mujeres Libertarias*, dont Proal et Marin Luisa, tous anarchistes ou radicaux. Les Communistes eux, qui n'avaient pas manifesté, restaient libres.



Les titres de la Presse le lendemain du 5 juillet 1922 :

« Coûte que coûte, l'ordre sera maintenu »

Gouvernement fédéral, gouverneur, maire, accusent le Syndicat des locataires d'avoir déclenché les événements, alors que c'est l'armée qui les a fusillés.

Proal fut accusé de perturber l'ordre public et envoyé à la prison d'Allende, avec 140 membres du Syndicat parmi les plus actifs. À cela s'ajouta la plainte qu'Olmos déposa contre Proal depuis son lit d'hôpital, l'accusant de tentative de meurtre et de détournements de fonds. Comme cela s'est produit d'innombrables fois, les victimes étaient criminalisées...

Dans les jours qui suivirent le massacre, le CROM – le syndicat officiel – tenta aussi de s'emparer de la direction du Syndicat Révolutionnaire, mais sans succès non plus. Pendant ce temps dans les rues, les manifestations étaient toujours interdites et les militaires commencèrent à retirer les drapeaux rouges aux fenêtres.

⁶⁰ Le terme était utilisé dans la presse mexicaine de l'époque dans son sens argotique français

⁶¹ John M. Hart, *Anarchism & The Mexican Working Class, 1860–1931*, p. 169

L'arrestation de tous les radicaux du Syndicat des Locataires modifia complètement son action, caractérisée dès lors par la modération dont firent preuve les nouveaux dirigeants, dont beaucoup étaient membres du Parti Communiste. Cette attitude conciliante ouvrit les portes de la reprise du dialogue et, finalement, à l'établissement de relations plus cordiales avec les autorités de l'État, et notamment avec le gouverneur Tejeda. Pour faire preuve de sa bonne volonté, ce dernier proposa une réforme de la loi des loyers, qui fut promulguée le 20 juillet. Les loyers étaient plafonnés à 6 % de la valeur cadastrale et donnaient 4 mois aux locataires pour régler leurs dettes.

La rupture était dès lors consommée dans le mouvement des locataires. Pendant que les « raisonnables » et les communistes recevaient les envoyés du Gouvernement et discutaient avec les propriétaires sous le regard bienveillant du gouverneur Tejeda, les locataires révolutionnaires envoyaient cette lettre au Président Obrégón pour réclamer la libération des locataires prisonniers. Ils ne furent remis en liberté que 11 mois après, période pendant laquelle les prisonniers créèrent le Syndicat Révolutionnaire des Prisonniers qui mena des actions aussi bien dans la prison qu'à l'extérieur :

« La grève des locataires... s'est avérée une bénédiction, car, ne serait-ce que parce qu'elle a alerté les travailleurs sur le fait que derrière les mots et la "posture progressiste" des fonctionnaires... se cache un abus de pouvoir... Le soi-disant "libéralisme révolutionnaire" des fonctionnaires est tombé comme un misérable château de cartes. Et à sa place, ils nous ont montré avec ostentation comment ils sont des "amis" du "peuple" en introduisant le canon d'une arme à feu dans nos gorges. Tout en "respectant le droit de grève [des travailleurs]", ils ont envoyé une force militaire pour protéger les jaunes (briseurs de grève) et pour garantir les "droits des travailleurs et des industriels"... Nous déplorons le fait que les baïonnettes continuent de soutenir la bourgeoisie du pays alors qu'elle exploite misérablement la sueur des indiens à la campagne et le sang du prolétariat dans les villes. » Pétition signée par environ 190 résidents (dont beaucoup de femmes) des patios San Francisco et Consuelo à Obregón, 8 juillet 1922⁶².

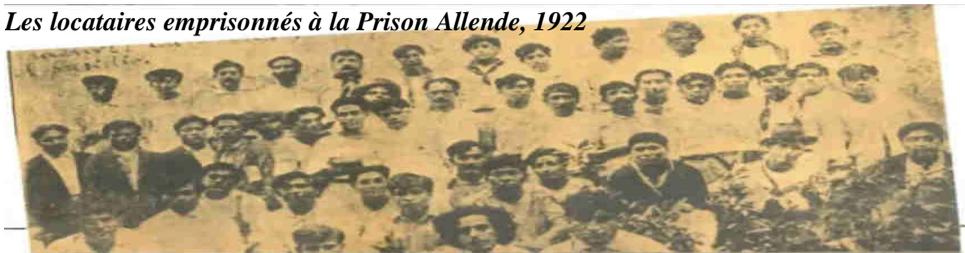
Malgré l'occupation militaire de la rue, les locataires marchèrent vers la prison et organisèrent un rassemblement à l'extérieur. Une rumeur circulait sur une « commission de suppression » qui avait condamné à mort le colonel López Manzano et les autres officiers qui avaient participé au massacre. La grève des loyers se poursuivait et cherchait même à encourager l'organisation des travailleurs domestiques,

⁶² Une note jointe dans le dossier de police au dos de la pétition indique qu'« il y a beaucoup d'autres vecinidades qui souhaitent signer, mais ont peur ». Archivo General de la Nación AGN, México, gobernación, vol. 24, dossier 107.

une vieille revendication du groupe anarchiste *Antorcha Libertaria*.

Le premier août, Proal et ses compagnons fondèrent le premier Syndicat Révolutionnaire des Prisonniers, dans la galerie de la prison. Ici aussi, cette première réunion fut dissoute à coups de fusil... En plus de lutter pour exiger une meilleure nourriture, ils engagèrent des actions après avoir appris fin août que trois employés de la municipalité avaient abusé de certaines prisonnières. La nuit du 15 septembre fut organisé pour la première fois dans une prison au Mexique un *baile rojo*, bal rouge. Les locataires emprisonnés – hommes et femmes – furent autorisés par le Conseil municipal et la police à faire la fête, pendant laquelle ils remplacèrent les drapeaux nationaux qui ornaient la pièce avec les drapeaux rouges et noirs. Ils profitèrent de la musique et des boissons pour lancer des « *vive le Syndicat révolutionnaire* », « *vive la Russie des soviets* ». Bien entendu, cette fête déclencha le scandale de la presse bourgeoise.

Les locataires emprisonnés à la Prison Allende, 1922



En mai 1923, Herón Proal fut libéré et reprit la tête du syndicat, non sans frictions avec les membres du Parti communiste qui avaient géré les affaires du syndicat pendant son emprisonnement. Sous la conduite du Parti, les méthodes du Syndicat avaient changé, les tactiques d'action directe avaient été abandonnées au profit de la concertation avec les autorités. Le Syndicat révolutionnaire se divisa et scissionna. Si Proal continua de mener des combats avec le Syndicat Révolutionnaire des Locataires, la lutte ne connut plus la vigueur et les foules de 1922. On peut signaler la tentative de protéger des déserteurs de la marine polonaise (action empêchée par la police, cependant que Proal était retourné en prison) ou encore la grève du Syndicat des électriciens dans l'entreprise anglaise *Light & Power*. Cette grève reçut le soutien des locataires et se transforma en grève générale.

En 1923, la rébellion conservatrice catholique de De la Huerta éclata. À Veracruz, elle était secondée par le chef local de l'armée. Les delahuertistes, se mirent à la recherche de Proal. Si le peuple ne l'avait pas protégé et caché, ils l'auraient sûrement tué. Par la suite, après de nouveaux séjours en prison du fait de la continuité de leurs activités avec le Syndicat Révolutionnaire, craignant pour leur survie, Proal puis Marins furent contraints de s'exiler de Veracruz respectivement en 1924 et 1926, ce qui marqua la fin de l'activité Syndicat Révolution des locataires.

La bourgeoisie contre-attaque, s'organise et fait donner la Presse et l'Église

En 1922, au plus fort de la grève des locataires, les autorités avaient raison de se préoccuper. Dans les principales villes du pays se formèrent des syndicats révolutionnaires de locataires qui non seulement allaient demander une baisse des loyers, mais aussi remettre en question la propriété privée des biens immobiliers.

Les intérêts vitaux de la bourgeoisie et son principe sacré – le droit de propriété – étaient attaqués au cœur par le mouvement des locataires qui non seulement se refusait à payer les loyers, mais affirmait même que depuis le temps qu'ils payaient des loyers, ceux-ci avaient déjà largement payé la valeur de la propriété, et donc en conséquence il fallait « *arriver à ce que le système locatif disparaisse complètement.* » (*El Informador de Guadalajara*, 3 décembre 1921)

Un attentat aussi direct contre la pierre angulaire du système capitaliste ne pouvait que provoquer une réaction immédiate de la bourgeoisie en tant que classe. Par ailleurs, menacée du côté de la société civile, la bourgeoisie se sentait aussi menacée du côté de l'État par les réformes économiques et sociales issues de la Révolution mexicaine et menées par l'État au nom de la Constitution de 1917, alors qu'elle pensait avoir retrouvé une forme de sécurité dans la propriété urbaine. Attaquée de toute part, la bourgeoisie organisa donc la riposte, utilisant tous les moyens à sa disposition pour se défendre, en ayant au besoin recours à la violence et aux bandes armées.

Les propriétaires ne restèrent pas inactifs, ils s'organisèrent également. Dans un premier temps, les propriétaires des villes touchées se regroupèrent localement puis à l'appel des propriétaires du port de Veracruz une convention nationale des propriétaires se constitua. Là, ils formèrent « *une alliance de défense qui, en ces temps de dissolution sociale et d'attentats contre la propriété privée, devient dans notre République le rempart des intérêts des propriétaires* » (*Restauración*, 6 de 1923). En plus de se défendre contre les locataires, les propriétaires profitèrent de l'occasion pour demander l'abrogation du décret et de la réglementation sur les impôts fonciers ruraux et urbains que le président Obregón avait promulgués.

Les propriétaires n'étaient pas isolés. Outre leurs très bonnes relations – malgré tout – au sein du gouvernement fédéral central et dans les gouvernements respectifs des différents États mexicains, ils avaient le soutien presque total de la presse : si dans la Capitale les locataires pouvaient compter sur le soutien indirect de la presse via *El Demócrata*, c'était exactement le contraire à Veracruz et Guadalajara où les journaux bourgeois conservateurs *El Dictamen* et *El Informador* dénonçaient sans relâche le mouvement, avec des articles furieux et même souvent haineux.

Pour défendre ses intérêts, la bourgeoisie s'appuyait aussi sur l'Église, qui maintenait encore une forte emprise sociale, notamment en milieu rural et dans les villes

petites et moyennes. Si à Jalisco et dans le District fédéral les confrontations avec les catholiques furent intenses et sanglantes, c'est à Guadalajara qu'elles furent exacerbées.

La grève des locataires de Guadalajara : Syndicat révolutionnaire des locataires ouvriers anarchistes contre Syndicat des ouvriers catholiques⁶³

À Guadalajara, la CROM, le syndicat jaune officiel était quasi inexistant. Les deux groupes qui se battaient pour le leadership de la classe ouvrière n'étaient pas le parti Communiste contre les anarchistes de la CGT-m comme partout ailleurs, mais la *Camara de Trabajo*, la Bourse du Travail, d'orientation anarchosyndicaliste et adhérente à la CGT-m contre les Syndicats Ouvriers Catholiques. À noter que ces derniers, loin des paroles de *non-violence* de l'Évangile, n'hésitaient pas à l'occasion à attaquer – y compris avec des armes à feu – les révolutionnaires et les grévistes. Les locataires grévistes furent attaqués par les catholiques dès le début de leur mouvement. Ces derniers leur lançaient des pierres depuis le toit des églises, les insultaient lors de leur passage, la presse catholique les attaquaient furieusement les traitant d'ivrognes, des lâches, de voleurs et d'assassins, leurs meetings étaient systématiquement sabotés par des cadres catholiques infiltrés dans les participants.

Les propriétaires tiraient le plus grand profit de cette situation : leurs intérêts étaient défendus par les organisations ouvrières catholiques, dont ils tiraient les ficelles, ce qui leur évitait ainsi de se trouver en première ligne dans l'affrontement entre prolétaires.

Les autorités de Guadalajara, le gouverneur local et le maire, tous deux vaguement socialistes évitaient de prendre parti et laissaient l'affrontement se dérouler. Le chef de la police, par ailleurs membre du parti Travailleuse, avait même un faible pour les locataires grévistes, et ne lançait que mollement ses troupes contre eux.

Au niveau stratégique, le mouvement des locataires de Guadalajara prétendait aller bien plus loin que la solution immédiate au problème des loyers et de l'amélioration des habitations. Il adopta comme slogan *menos rentas, mas felicidades*, moins de loyers, plus de bonheur, et se fixa comme objectif d'abolir le système de la rente locative, c'est-à-dire l'abolition de la propriété privée. Au niveau tactique, le Syndicat révolutionnaire des locataires utilisa les méthodes d'action directe similaires à celle de Veracruz : refus de payer le loyer, occupation de logements, réinstallation en cas d'expulsion... La solidarité était là aussi un élément fort de la

⁶³ Jorge Durand Arp-Nissen, *El movimiento inquilinario 1922*, in Encuentro, Guadalajara, El Colegio de Jalisco, vol 1. , num. Enero-marzo 1984, p. 7-28.

cohésion du mouvement « *tout locataire syndiqué se devait de prêter main-forte aux compañeros qui étaient persécutés* ».

Il exigeait également de traiter directement avec les propriétaires, sans l'intermédiaire d'aucune autorité étatique. Le Syndicat révolutionnaire des locataires de Guadalajara avait le mérite de rassembler une demande généralisée de tous les secteurs populaires. Les anarchistes mobilisaient la population en général : ouvriers, artisans, femmes au foyer, mendiants et autre *lumpenprolétariat*, considérés (au contraire des marxistes) comme partie intégrante de la lutte. Chaque dépossédé pouvait voir ses intérêts représentés par le Syndicat révolutionnaire des locataires. Cet appui généralisé lui permettait de compter avec un appui populaire massif.

Le Syndicat des locataires de Guadalajara était organisé en forme de réseau : les voisins de chaque pâté de maisons, *vecinidad* ou immeuble, *patio*, nommaient un commissaire, qui était le représentant direct des locataires devant un comité de quartier. Ce dernier, administré par 4 secrétaires, était chargé de l'administration directe des intérêts des locataires du quartier auquel il appartenait. Les six Comités de quartiers se réunissaient dans un Comité central exécutif, chargé de la coordination, et qui comptait 8 secrétaires.

De fait, les activités du Syndicat des locataires débordèrent de la question du logement pour embrasser toutes les questions sociales : il appuya les ouvrières de la savonnerie *Jaboneria y Perfumeria jalisiense* en intervenant auprès du Département du Travail pour dénoncer leurs horaires de travail excessifs, il prit la défense du Syndicat des livreurs de charbon de bois. Ses activités firent tache d'huile dans les petites villes alentour : Ocotlán, Jalisco, où se créèrent aussi des Syndicats révolutionnaires de locataires avec leurs demandes spécifiques⁶⁴.

Ce fut l'anarchiste d'origine argentine Jenaro Laurito qui le premier au Mexique lança le mot d'ordre de grève des loyers, lors d'une prise de parole sur le marché *Alcade*, le 1^{er} janvier 1922 pour inciter les passants à rejoindre le Syndicat révolutionnaire des locataires. L'agitation continua jusqu'au mois de mars. L'*Ouvrier catholique*, « *hebdomadaire d'instruction et de moralisation pour les ouvriers* » mettait ses ouailles en garde « *ouvrier ! Il est capital de se répéter que ceux qui sont imbus de ces doctrines attentatoires à la propriété privée sont tes plus grands ennemis. Ils essaient de t'attirer pour leurs fins politiques et toi ouvrier tu y perdras ta dignité et ton honorabilité* » (*El Obrero catolico*, 5 février 1922).

⁶⁴ À Ocotlán, les logements étaient principalement des *cuartos redondos*, habitations sans fenêtre et qui avaient pour seule ventilation la porte d'entrée. Les conditions d'hygiène et sanitaires étaient effroyables, la tuberculose faisait régner sa terreur.

Alors que le Syndicat révolutionnaire des locataires continuait d'organiser des rassemblements, les catholiques leur répondaient en les attaquant à coup de pierre. Ces affrontements amenèrent l'interdiction de tout rassemblement. Mais les locataires en colère continuèrent leur agitation et bientôt 50 soldats de la garde montée patrouillèrent en ville pour disperser toute tentative et s'interposer entre ouvriers révolutionnaires et ouvriers catholiques.

La presse bourgeoise et catholique vociférait pour demander l'expulsion de *l'étranger* Jenaro Laurito. Celui-ci partit se mettre à l'abri à Mexico, profitant de cet exil intérieur pour rencontrer les compagnons de la CGT-m. Il revint discrètement le 10 mars, continuant son activité de diffusion du projet de grève des loyers.

Le conflit culmina avec l'affrontement, le 26 mars 1922, entre une centaine de locataires grévistes et près de 1000 travailleurs chrétiens, qui se solda par la mort de 6 de ces derniers.

Cette fois, c'en était trop et les autorités durent réagir. Un couvre-feu fut instauré. Tous les meneurs du Syndicat révolutionnaire furent arrêtés, dont Jenaro Laurito qui fut expulsé en 48 heures. Mais la dynamique ne retombait pas. Au contraire, elle se diffusait, y compris chez l'ennemi puisque lors du premier Congrès National des Ouvriers Catholiques, célébrée à Guadalajara en avril, la question des loyers « qui affligeait les ouvriers » fut mise à l'ordre du jour.

Le 9 juin, le Syndicat des locataires déclara officiellement la grève des loyers. Plusieurs locataires expulsés furent réinstallés dans leur habitation. Les propriétaires s'armèrent pour défendre leur propriété à la pointe du fusil, et un membre du syndicat fut tué lors d'une tentative de réinstallation. Le chef de la police, qui avait été jugé trop sympathisant des grévistes fut limogé et remplacé par un policier moins compréhensif. Les policiers se mirent à intervenir de plus en plus souvent dans les conflits, toujours au profit de l'Ordre et de la Propriété.

Pour en finir définitivement avec le mouvement et ainsi éloigner le spectre d'une guerre civile qui pointait, le Président décida après la phase de répression et d'expulsion des meneurs, de reprendre la main en approuvant la construction d'une *colonie prolétarienne*, et ainsi retirer l'herbe sous le pied du Syndicat des locataires. La concession par l'État de logements servit à calmer les esprits et à introduire de la méditation et de la négociation dans le mouvement des locataires.

La meilleure arme à la disposition de l'État pour casser le mouvement fut en effet d'appuyer la division entre révolutionnaires, partisans des tactiques d'action directe et modérés / réformistes, partisans de la médiation.

Tentatives de coordination et sabotage communiste

Dans les études historiques du mouvement des locataires de 1922, la plupart des auteurs – la plupart à charge – mettent l'accent sur le caractère « massif » « désordonné », « incontrôlable » du mouvement. Cette impression d'absence de coordination vient aussi certainement du fait que très vite les organisateurs politiques qui avaient initié le mouvement, tant les anarchistes que les communistes, furent débordés par ce mouvement qui se répandit comme une trainée de poudre.

Si les organisations syndicales avaient manifestement bien senti l'air du temps, qui était au mécontentement général contre la hausse des loyers et les mauvaises conditions de logement, une fois que le mécanisme de protestation fut mis en place, il est évident que l'incorporation des masses populaires dans la grève est allée bien au-delà de ce qui était prévisible et qu'elles furent rapidement débordées. Le mouvement devint un mouvement social urbain hors de tout contrôle, qui dépassa toutes les organisations, rapidement submergées par l'effusion et la participation populaire.

En quelques mois, le mouvement des locataires s'était développé comme une traînée de poudre. Rapidement, il eut une capacité de rassemblement unique, bien supérieure à toute organisation politique de l'époque. À Veracruz, on dit que plus de la moitié de la population participa, soit environ 30 000 personnes⁶⁵. Dans le District Fédéral, le mouvement réunissait des manifestations jugées massives, entre 10 et 15 000 personnes, tandis que la CROM et la CGT-m avaient la capacité de mobiliser respectivement 5 000 et 6 000 travailleurs⁶⁶. À Veracruz, certains estimèrent que Syndicat révolutionnaire des locataires de Veracruz a compté au maximum plus de 50 000 membres, soit 80 % de la population du quartier du port. À Mexico, au maximum ce seront 37 000 membres dans 2500 maisons. À Guadalajara et à Puebla, la presse se faisait l'écho des rassemblements et de manifestations très fréquentés.

Cependant, cette croissance spectaculaire et inattendue a aussi joué en faveur du mouvement, en lui conférant sa force et son dynamisme. Elle ne s'est pas opposée à sa coordination comme nous allons le voir.

Inspirées par les événements dans le port, des protestations contre les loyers ont pris forme dans de nombreuses autres villes de l'État de Veracruz : Xalapa, Córdoba Orizaba, Alvarado, Santa Rosa, Río Blanco, Tlacotalpan, Tuxpan, Minatitlán, Nogales, Soledad de Doblado. Des syndicats apparurent dans les villes de Villahermosa, Celaya, Guanajuato, Ocotlán, Zacatecas, Mérida, Puebla, San Luis

⁶⁵ Berra, 1987, *ibíd.*, p. 386

⁶⁶ Taibo, 1983, *ibíd.*, p. 87

Potosí, Mazatlán, Monterrey, Tampico, Aguascalientes, Torreón et Ciudad Juárez ont également commencé des efforts d'organisation des locataires. Les plus importants mouvements du fait de la densité démographique de leurs centres urbains et pour leur importance géographique, politique et commerciale furent les mouvements de Veracruz et de Mexico, mais il y eut des mouvements dans de nombreuses autres villes. Toutefois, il est vrai qu'aucune direction centrale ne vint chapeauter le mouvement.

Contrairement à l'interprétation que font les marxistes du mouvement, il est faux de dire qu'il n'y a eu aucune coordination des différents foyers de lutte. Une reconstruction postérieure des événements par les communistes leur faire dire qu'en l'absence de centralisation unique (c'est-à-dire en l'absence d'une direction unifiée du mouvement sous commandement communiste), le mouvement était dispersé et divisé. Or l'étude des faits nous montre qu'il n'en était rien.

C'est certainement dans l'Etat de Veracruz, point de départ du mouvement, que la coordination fut la plus visible et la meilleure. Dix syndicats révolutionnaires de locataires opéraient dans autant de localités, réussissant parfois à organiser des réunions communes et à publier des tracts communs. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque, il n'y avait pas de téléphone mobile ni d'internet, juste des télégraphes qui étaient contrôlés par l'État ou des coursiers à cheval ou à dos d'âne...

Dès le 20 mars, la réunification entre le Syndicat des locataires de la *Camara de Trabajo* (Bourse du Travail) de Veracruz, et le Syndicat Révolutionnaire des locataires de la localité se fit : « *Proal déplora, depuis un balcon de l'hôtel Diligencias, que les locataires fussent divisés. Il proposa qu'une commission soit envoyée pour inviter ceux de la Bourse du travail, à fusionner... Ceux de l'autre syndicat arrivèrent alors, montèrent sur le balcon et embrassèrent Proal, qui s'en est pris alors au maire : García avait dit dans son rapport que les propriétaires refuseraient de payer leurs impôts à partir du mois suivant, en raison de la grève des loyers ce qui préoccupait profondément le maire, car il n'y aurait pas d'argent pour payer ses six cents toilettes publiques* ». (*El Dictamen*, 03 1920)

Herón Proal se chargea également de coordonner et de conseiller les différents groupes du mouvement qui lui demandaient des conseils (voire des instructions) et qui communiquaient par télégraphie avec lui. Apparemment, Herón Proal n'a pas limité son action à l'état de Veracruz. Par exemple, la presse conservatrice bourgeoise de l'époque a rapporté qu' « *un message télégraphique a été reçu du funeste dirigeant socialiste [sic] Herón Proal annonçant qu'il se rendrait à Angelopolis [dans l'État de Puebla, au centre du Mexique]* » (*Restauración*, 22 août 1923). Le journal *Guillotina*, organe du Syndicat révolutionnaire des locataires de Veracruz, a souvent servi de lien de communication entre les différents groupes du

mouvement. Les délégués de la CGT-m de la Capitale se sont même rendus expressément à Veracruz pour se renseigner sur les tactiques de combat utilisées dans le port, car dans le District Fédéral, c'était les communistes qui avaient réussi à prendre le commandement du mouvement.

Dans d'autres régions, il y eut également des efforts de coordination et de communication. Des journaux comme *El Inquilino* (Le locataire) d'Orizaba⁶⁷ et *El Inquilino* de Guadalajara – tous deux de tendance anarchosyndicaliste – remplissaient la même fonction que *Guillotina* dans leurs régions respectives. Il fut annoncé que parmi les dirigeants du Syndicat des locataires de Guadalajara se trouvait « J. Guadalupe Escobedo, qui était arrivé quelques jours auparavant en tant qu'envoyé spécial de Herón Proal » (*Narraciones Tapatías*, n° 11, p. 164). Ailleurs, 100 locataires de Celaya, de l'État de Guanajuato [au Nord Est de Mexico], demandèrent l'aide du Syndicat des locataires du District Fédéral pour s'organiser⁶⁸.

Il y a également eu des demandes de soutien et de solidarité entre les grévistes. Ainsi, le syndicat de Villa Hermosa, dans l'État de Tabasco, demanda le soutien des locataires de Guadalajara pour « faire aller de l'avant leurs actions contre les propriétaires » (*Restauración*, 28 juillet 1923) après que les propriétaires de Tabasco eurent dispersé une manifestation des locataires en leur tirant dessus à balles réelles.

Une convention des locataires syndicalistes fut même planifiée pour se tenir à Puebla, dans le centre du Mexique, le 13 août 1923 (*Restauración*, juillet 1923).

S'il y avait donc bien une certaine coordination entre les groupes hors de la Capitale, il est vrai que la CGT-m et le Parti Communiste Mexicain (PCM) maintenaient entre eux un véritable dialogue de sourds, la prétention du jeune PCM de vouloir imposer sa direction au mouvement était simplement insupportable pour les vétérans anarchosyndicalistes, surtout les internationalistes. À Veracruz, point de départ du mouvement, les anarchistes réussirent, non sans coups et affrontements, à reléguer les communistes. À Guadalajara, c'était plus simple car les communistes étaient absents (par contre, il y avait les syndicats catholiques, comme exposé avant).

⁶⁷ *El Inquilino* d'Orizaba, réalisé par Aurelio Medrano du Centre Syndicaliste Libertaire, qui était aussi le journal *El Rebelde*. Dans les pages d'*El Inquilino*, on note l'anarchisme de ses éditeurs, soulignant que "et c'est pour tout cela que nous sommes communistes anarchistes, parce que nous voulons être vraiment libres et complètement égaux"; Ainsi s'achevait un article de Pedro Gori, reproduit en première page du journal, qui s'intitulait « Ce que nous voulons ». *El Inquilino*, 20 août 1923.

⁶⁸ Taibo, 1983, *ibid.*, p. 86

Reste le cas de Mexico, la Capitale Fédérale. La grève des locataires de 1922 doit se comprendre dans le contexte des difficultés du tout jeune Parti Communiste, qui cherchait à faire sa place. Le leader des Jeunes Communistes, José C. Valadés, forma l'espoir de le revitaliser grâce au mouvement des locataires. Sen Katayama, militant communiste japonais et envoyé spécial de l'Internationale Communiste de Moscou, était logé dans la famille de Valadés pendant son séjour à Mexico⁶⁹. Il avait enflammé son jeune esprit de récits de la Révolution Russe. Valadés était un jeune homme impulsif et erratique, qui s'accommodait mal du leadership des dirigeants de la première Fédération Communiste mexicaine, lesquels misaient plus sur le long terme et voyaient l'action directe comme une méthode « infantile », pour reprendre les termes de Lénine⁷⁰. L'activisme débridé des locataires convenait certainement avec le caractère rebelle du jeune Valadés, mais son intention de catalyser la colère des locataires était aussi inspirée par les événements de Veracruz⁷¹. Valadés et les autres membres des Jeunesses Communistes, cherchant à damer le pion aux anarchosindicalistes de la CGT-m, voyaient dans les centaines de milliers de locataires de Mexico la base qui leur permettrait de déclencher une Révolution, dont le Parti – et donc eux-mêmes – seraient les dirigeants.



Manifestation du Syndicat des locataires du District fédéral dans le parc Juárez, 1922

Remarquez la faucille et le marteau, symboles du Parti Communiste, sur la banderole.

Les jeunes communistes (moyenne d'âge 21 ans) menent la lutte, initialement soutenus par la CGT-m anarchosindicaliste, que les communistes espéraient pouvoir faire basculer de leur côté par leur activisme effréné. Mais en fait les communistes épuisèrent les militants : 283 meetings de rue sont tenus entre le 17 mars et le 26 mai, assurés par une poignée d'orateurs. À lui seul, Luis Vargas Rea prononcera 211 discours, soit trois par jour en moyenne. L'organisation est handicapée par un fonctionnement pyramidal

⁶⁹ José C. Valadés, *El juicio de la historia : escritos sobre el siglo 19*, UNAM, 1996, p. 23

⁷⁰ Le gauchisme, maladie infantile du Communisme »)

⁷¹ Matthew Vitz, *A City on a Lake: Urban Political Ecology and the Growth of Mexico City*, Duke University Press Books, April 27, 2018

dépendant bien trop du minuscule appareil dirigeant communiste : les neuf postes du Comité central du syndicat des locataires sont occupés par des communistes, dont sept membres de la Jeunesse Communiste et le secrétaire général du parti lui-même, Manuel Diaz Ramirez. La CGT-m n'eut pas d'autre choix que de se retirer du Syndicat rouge des locataires pour créer son propre Syndicat Révolutionnaire des locataires.

Alors qu'à Veracruz ce sont les femmes qui ont initié spontanément le mouvement, à Mexico c'est le Parti Communiste qui décide de la date de début de la grève des loyers : initialement fixée au 16 Avril, il décide finalement que la grève débutera le 1er Mai. Au début le mouvement sur Mexico s'inspire des méthodes anarchistes de Veracruz et de la stratégie d'action directe de masse, dont l'enjeu central est d'empêcher les expulsions de locataires grévistes : au 18 mai, 58 expulsions ont déjà été empêchées, au prix d'affrontements quotidiens avec la gendarmerie. En parallèle, un groupe de 900 ouvriers réhabilite 21 immeubles grâce à l'argent des loyers non versés. L'argent, d'ailleurs, ne manque pas : au zénith du mouvement, plus de 37 000 locataires, dans près de 2 500 immeubles, sont affiliés au syndicat !

Mais le Parti Communiste, souhaitant contrôler le mouvement, et alors que la dynamique lui échappe (de nombreux locataires préfèrent signer des contrats particuliers avec les propriétaires que de continuer une lutte dont ils sentent qu'elle est plus au service du Parti que de leurs propres intérêts), décide de lancer toutes les forces du Syndicat dans l'occupation du couvent de *Los Angeles*, et se replie sur cette base arrière. Cette stratégie d'enfermement statique autour d'un « quartier général », si elle est conforme aux théories centralistes marxistes-léninistes⁷², fait perdre toute

ANARQUISMO



Exemple de propagande anti-anarchiste dans la presse du PCM, El Machete journal des paysans du Parti Communiste Mexicain, 26 décembre 1924

⁷² L'Internationale Communiste (Komintern) tout juste naissante avait placé de grands espoirs dans le jeune Parti Communiste Mexicain. D'une part, le Mexique sortait d'une période révolutionnaire et le Komintern pensait qu'en rééduquant au marxisme-léninisme les bouillants révolutionnaires mexicains souvent d'inspiration anarchiste, il pourrait réussir à exporter la révolution, réussissant au Mexique ce qu'il avait échoué à faire en Europe. D'autre part, le Phare Mondial de la Révolution était désormais à Moscou et il était hors de question de laisser prospérer un autre modèle révolutionnaire qui aurait pu remettre en cause le leadership communiste sur le mouvement révolutionnaire mondial. Le Komintern avait

dynamique au mouvement, qui perd son assise populaire et s'étiole. Le syndicat connaît alors une lente agonie, en se focalisant sur la défense de ce lieu. Devenu une coquille vide, les communistes délaissent le syndicat devenu sans intérêt pour eux. Il rompra ses relations avec le PCM en 1923.

Au final, le mouvement à Mexico se solde sur un échec total : contrairement à Veracruz ou Guadalajara, il n'y aura jamais de loi pour protéger les locataires du Distrito Federal face à la cupidité des propriétaires immobiliers.

Comme le Parti Communiste dirigeait le mouvement sur la Capitale, et que souvent les commentateurs confondent un pays avec sa capitale, ils en ont tiré deux conclusions : d'abord que ce mouvement avait été surtout porté par le PCM et ensuite son absence de direction centralisée expliquerait son relatif échec. C'est oublier que le mouvement n'est pas parti de la Capitale, mais d'une ville de « province », Veracruz. Et que d'autre part, c'est surtout le sectarisme des marxistes-léninistes et leur prétention d'être LE Parti d'avant-garde qui empêcha tout processus de coordination plus poussé.



Manifestation du 1^{er} mai 1921 à México. Drapeau rouge et noir

donc envoyé à Mexico en 1921 pour former les futurs cadres quatre militants expérimentés : Les américains Frank Seaman et Louis Fraina et le japonais Sen Katayama pour le PC, le suisse Edgar Woog alias Alfredo Stirner pour les jeunes Communistes. Ils apportaient leur expérience et leur réseau international, mais surtout une belle somme d'argent, destinée à compenser la faiblesse numérique militante du PCM en achetant les militants anarchosindicalistes de la CGT, et ainsi l'affaiblir au profit du PCM.

Conséquence du mouvement de 1922 sur la politique urbaine au Mexique

Le mouvement des locataires de 1922 eu un impact majeur sur la politique mexicaine, dans le sens qu'il fut le mouvement le plus puissant de toute la décennie des années 1920. L'onde de choc qu'il provoqua, notamment en obligeant l'État mexicain à mettre en œuvre les premières politiques urbaines, se répercuta sur des décennies, et est même encore perceptible actuellement avec les mouvements d'occupation illégale de terrain non seulement au Mexique, mais dans toute l'Amérique latine.

L'occupation de terrains pour la formation de colonies ouvrières fut peut-être l'un des succès les plus durables du mouvement des locataires. On voit ici que contrairement à la grève des locataires en Angleterre en 1915 (qui avait été menée par le Parti Socialiste Indépendant, lequel militait pour le « socialisme municipal ») qui avait logiquement abouti à la municipalisation du logement, la solution développée par les anarchistes ne demandait rien à ni l'État ni à la municipalité. De toute façon, vu la situation des finances publiques et leur désorganisation, les autorités auraient bien été en peine de gérer la construction de maisons, bien que des tentatives aient été faites dans le district fédéral⁷³. Le mieux que les autorités pouvaient faire était d'accorder des terrains ou de fermer les yeux sur les invasions de terrains pour que les travailleurs y construisent eux-même leur maison. Car au Mexique, en partie à cause du climat et de l'autre à cause du tempérament populaire, ce n'est pas une difficulté majeure que d'installer une maison provisoire ; la difficulté c'est d'avoir accès à un terrain.

Cette politique de laisser faire des occupations fut d'ailleurs celle du gouvernement depuis celui Cárdenas (en 1934) jusque dans les années 1980 : cela permettait à l'État de donner une « soupape de sécurité » aux prolétaires pour qu'ils puissent faire face temporairement aux problèmes urbains, et sans que cela ne lui coûte rien puisque ces quartiers ne sont en général pas desservis par les infrastructures publiques...

Les colonies prolétariennes fondées par les locataires en grève ont été le point de départ de la méthode la plus utile et la plus réussie que les secteurs populaires aient utilisé pour disposer d'un terrain et au fil du temps pour construire leurs maisons. En outre, on peut considérer à juste titre que le contenu utopique et autogéré de ces « colonies communistes » « *anticipait les expériences plus avancées des occupations illégales en Amérique latine* »⁷⁴.

⁷³ Taibo, 1983, *ibíd.*

⁷⁴ Castells, 1983, *ibíd.* p. 88

À côté de cela, dans certains États, sous la pression du mouvement des locataires, les gouvernements locaux durent prendre parfois des mesures réglementaires pour encadrer les loyers.

À Veracruz, la loi sur les loyers de Tejada promulguée en juillet 1922 fut surtout un palliatif adopté en urgence pour essayer de calmer les locataires et les amener à la table des négociations dans le cadre d'une Commission tripartite (propriétaires, locataires, Etat). Elle institutionnalisa le mouvement des locataires et renforça le pouvoir des propriétaires qui se regroupèrent pour défendre leurs intérêts dans l'*Unión de Propietarios de la Ciudad*. À San Luis Potosí également des lois dites de protection des locataires furent promulguées, avec les mêmes effets.

Cependant, bien souvent les autorités se contentèrent d'attendre et de laisser la marée contestataire redescendre. Telle fut la position du Président Obregón qui freina la loi sur les locataires qui avait pourtant déjà été approuvée par la Chambre des députés. Une déclaration de sa part ne pourrait être plus éloquente : « *Prétend-on résoudre le problème du logement uniquement pour le moment présent ou bien s'agit-il de résoudre ce problème de manière définitive ?* » (cité dans Taibo, 1983 : 96) Cette sortie était facile, car de fait il ne résolut ni l'un ni l'autre.

L'arrivée au pouvoir, en 1924, du nouveau président Plutarco Eliaz Calles changea la donne dans le sens d'une plus grande centralisation réglementaire⁷⁵. Les prétentions centralistes de Don Plutarco devinrent bientôt palpables. Les locataires furent « menottés » par des instructions réglementaires émanant directement du gouvernement central. Le soutien que les gouvernements locaux et les députés avaient pu apporter, plus ou moins directement, au Mouvement des locataires par le passé, fut dès lors limité et entravé.

Au fil du temps, une réglementation se mit en place, qui encadrait les loyers et semblait accorder quelques droits aux locataires. Mais l'essentiel était que le droit de propriété, qui avait été un temps remis en cause par le Mouvement des locataires de 1922, restait inviolable.

Par ailleurs, pour finir d'éteindre le feu révolutionnaire du mouvement, de nombreux dirigeants populaires, issus notamment du Parti Communiste et de groupes de locataires ou de paysans qui lui étaient liés, furent cooptés et intégrés par des organisations gouvernementales. Ainsi achetés par l'Etat, ces anciens leaders perdaient toute autonomie et tout caractère critique.

⁷⁵ Ce changement se fit aussi sentir pour de nombreux gouverneurs locaux qui, depuis quelques années, avaient goûté au miel insolite de la liberté et de l'indépendance politique par rapport au Pouvoir Central ...

Conclusion politique sur le mouvement des locataires

Si les locataires en grève apprenaient de leur mouvement au fur et à mesure qu'il se développait, il en était de même pour les autorités, en particulier l'exécutif de l'État. Ce dernier prenait grand soin de ne pas refaire l'erreur de ne pas être intervenu à temps pour arbitrer et résoudre un conflit déclenché par des exigences si basiques et élémentaires que des loyers équitables, établis selon la qualité des logements et des services associés. Ne pas l'avoir fait avait catapulté la croissance géométrique du Mouvement des Locataires, du simple fait que l'avidité des propriétaires de maisons locatives laissait se dégrader les habitations, ce qui nuisait à plus de quatre-vingt-dix pour cent de la population qui y vivait.



Laverie collective dans un patio de vecinidades de Veracruz

Mais surtout ceux qui vivaient dans les *accessorios* et les *patios de vecinidade*, des immeubles collectifs où étaient partagés les cuisines et les sanitaires, avaient développé du fait de ces équipements collectifs, des relations d'entraide horizontale. Des loyautés partagées dans la vie quotidienne s'étaient établies, par le face-à-face quotidien instauré de fait par cette « vie privée publique », mais aussi par les portes des maisons toujours ouvertes du fait de la chaleur étouffante du climat tropical de Veracruz. De même, compte tenu de la nécessité de partager des espaces tels que bains publics et laveries collec-

tives, les habitants avaient construit un début d'organisation quoiqu'informelle, qui naturellement s'exprima de façon plus structurée dans le mouvement des locataires.

Il n'était pas dans l'intention des autorités de laisser les travailleurs et les employeurs, les dépossédés et les propriétaires, régler seuls et entre eux leurs conflits. Dès la fin de la période révolutionnaire, l'Etat fédéral (le Président et le gouvernement) eut pour objectif d'imposer sa légitimité et chercha à s'imposer comme tierce partie – arbitre des relations sociales – en s'opposant même au besoin aux secteurs économiquement puissants.

Pour leur part, la plupart des exclus voyaient dans leur participation au mouvement non pas une possibilité pour changer le système politique national, mais un moyen pour rendre habitable immédiatement l'espace où se déroulait leur vie quotidienne : la ou les pièces dans lesquelles il vivait.

Ainsi, la vision « d'avant-garde » anarchiste, avec Proal en tête, qui avait vu dans la formation du syndicat des locataires et dans sa dynamique sociale, les rails sur

lesquels développer des actions visant à affaiblir « la bourgeoisie » ; son discours anarchiste et les pratiques qui en découlaient étaient-ils tombés sur un terrain fertile non pas parce que les locataires du port de Veracruz partageaient ces principes idéologiques, mais parce que les actions concrètes menées par les militants – tramways gratuits, propriétés et maisons occupées, auto organisation et autogestion – avaient attiré l’attention des exclus. Ces actions avaient suscité l’enthousiasme car elles représentaient une perspective inédite pour les habitants historiques des vastes zones d’anonymat urbain, pour la plèbe, pour cette majorité des citoyens du port : s’ils s’étaient impliqués dans le mouvement parce que le coût des loyers était exagéré et inversement proportionnel à leur situation sociale, au fur et à mesure qu’il se développait le mouvement leur avait laissé entrevoir la possibilité d’être les protagonistes de leur vie. C’est ce sentiment d’être maître de leur destin qui les faisait revenir, jour après jour, pour manifester dans la rue, défendre leurs intérêts et se solidariser avec les arrêts de travail et les grèves, qui se succédèrent dans les mois et même les années qui suivirent le déclenchement du mouvement. C’est ce même sentiment que l’on a pu retrouver lors du mouvement des Gilets Jaunes en France récemment.

La grève des locataires du Port de Veracruz de 1922 connut deux temps :

— le court été de l’anarcho-syndicalisme, qui dura le premier semestre de 1922, résolument anarchiste dans sa pratique, qui avait pour principe d’action et de méthode, l’action directe avec la prise des logements, des transports publics et l’exercice d’un autogouvernement de fait personnifié par « le mouvement » ou « le syndicat », ainsi que le non-paiement des loyers. Ce mouvement avait été initié par les femmes, et s’était rapidement étendu à tous les quartiers populaires de la ville. Les éléments les plus radicaux tentèrent de faire déborder ce mouvement en l’étendant aux paysans, en essayant de déclencher des grèves des travailleuses domestiques ou en soutenant des grèves salariales. Il y eut également une tentative d’établir une colonie communiste, véritable ZAD avant l’heure, dans l’objectif de disposer d’une base autonome pour étendre la lutte révolutionnaire. Si au départ les autorités locales firent preuve de mansuétude, et essayèrent de contrôler le mouvement pour leurs objectifs politiques, elles comprirent vite la dimension subversive du mouvement et leur attitude dès lors passa à l’hostilité et à la répression ;

— puis une phase longue de reprise en main institutionnelle, qui révéla une seconde face au mouvement, résolument libérale, celle de la négociation. Elle avait commencé à se manifester en mai, à la suite de l’attention que le gouvernement de l’État avait accordée à la question, en envoyant des médiateurs. Ces représentants de l’État fédéral organisèrent des premières réunions entre les deux parties (locataires et propriétaires), d’où ressortirent les accords primordiaux qui déclencheraient des réformes juridiques. Cette phase négociatrice avait été facilitée par le

fait que la tendance révolutionnaire du Mouvement qui attisait le conflit et refusait tout compromis avait été intégralement jetée en prison, et que les Communistes, restés libres et qui avaient pris la direction du Syndicat, entendaient bien négocier de futures places dans le système institutionnel en démontrant à l'État leur capacité de calmer et de diriger le mouvement.

Cependant, ce ne serait pas la fin de la vie du syndicat des locataires ni de sa section féminine, le groupe *Mujeres Libertarias*, qui continueront à être des acteurs et des actrices de la vie sociale dans le port au quotidien, comme ils le démontreraient dans la grève générale de l'année suivante et au moins pendant huit ou neuf années supplémentaires de la décennie au cours de laquelle les deux faces du mouvement en tensions réciproques continuèrent de s'exprimer dans les luttes des secteurs subalternes du port : pour les uns l'action directe, caractéristique de l'anarchisme, et pour les autres les négociations avec des médiateurs gouvernementaux représentant les institutions de l'État, typiques du libéralisme.

La féroce répression de l'Etat, la faiblesse numérique des anarchistes, le manque de moyens de la CGT mexicaine, mais plus encore le travail de sabotage idéologique et organisationnel du Parti Communiste et du Komintern, ont contribué à ce que ce feu qui embrasa le Mexique en 1922 ne dure pas plus qu'un bref été. Cependant il marqua durablement la mémoire sociale et libertaire du Mexique et de l'Humanité.



Veracruz, Manifestation du Syndicat révolutionnaire des locataires pour célébrer la libération d'Herón Proal, Parc Juárez, 1923



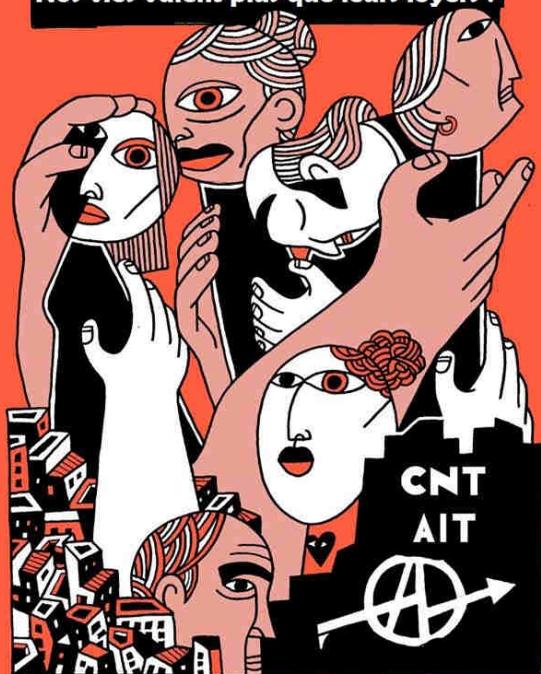
Femmes groupées après une expulsion, México 1922

LES GRÈVES DE LOYER: ACTION DIRECTE CONTRE LA VIE CHÈRE ET POUR UN LOGEMENT DIGNE

Pour une grève des loyers,

Confinés mais pas résignés

Nos vies valent plus que leurs loyers !



A partir du 1er Avril 2020

**Ni factures
Ni loyer**

Tome 1 : « La propriété, c'est le vol » : L'exploitation locative et ses conséquences ; Les premières luttes pour le logement et l'invention de l'action directe, de la Commune à Buenos Aires

Tome 2 : 1922 : « Je ne paye pas, je fais la grève des pyers » : quand des internationalistes et des prostituées font exploser la marmite sociale au Mexique ...

Tome 3 : les grèves insurrectionnelles de locataires en Espagne dans les années 30 ; 1914-2018 : un siècle de grève des loyers dans les pays anglophones

Tome 4 : Des années 1960 à aujourd'hui : Autonomie populaire et désobéissance civile (Italie, Foyers Sonacotra, Levallois-Perret, Varsovie, COVID, ...)

ÉDITIONS

**CNT
AIT**